

Rédaction - Administration :
2, rue Richard Lenoir,
93 100 Montreuil

Tél : 808 00 80 à 84
Télex : PRENO A 211 628 F
Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).
Directeur de la publication :
Alain Bobbio.
Numéro de la commission
paritaire : 46 722
Imprimé par Rotographie.

rouge

SAMEDI 23,
DIMANCHE 24
OCTOBRE 1976

Belgique 15 FB Suède : 2,25 KR
Portugal : 15 ESC Italie : 300 L
Grèce : 20 DR Suisse : 1 FS

A l'appel de la CGT, de la CFDT et de la FEN

20 RASSEMBLEMENTS REGIONAUX POUR LE DROIT A L'EMPLOI

- Dans toutes les villes, des jeunes des CET participent
- A Paris, rassemblement place de la République à 15 heures

« N'y a-t-il pas toujours un décalage entre l'unité d'action au sommet avec la CFDT et la FEN et les réalités dans les entreprises ? ». Telle était la question posée à Georges Seguy dans une interview publiée hier par Le Monde.

« L'unité d'action a prouvé son efficacité le 7 et le 23 octobre, mais elle n'élimine pas les désaccords antérieurs » a répondu Seguy, qui a ajouté que les choses pourraient aller beaucoup mieux si la FEN ne signait plus de contrat et si la CFDT se montrait en pratique assez ferme vis-à-vis de ses « gauchistes ».

La question posée était d'importance et Seguy y a répondu délibérément à côté.

Où s'est donc manifestée « l'efficacité de l'unité d'action » dans les mobilisations d'aujourd'hui ?

Il est vrai que la CGT, la CFDT et la FEN ont appelé en commun au 23. Mais c'est à peu près tout ce qu'elles ont fait ensemble. A la base, la CGT l'a préparée en disant : « Les jeunes avec la CGT », la CFDT en parlant « d'imposer les solutions préconisées par la CFDT », et la FEN en se prononçant pour une « formation initiale des jeunes ».

En un mot : sectarisme et surenchère dans les professions de foi destinées à la jeunesse ; mais concrètement : aucune plate-forme revendicative unitaire.

L'unité sur les revendications était-elle impossible parce que la FEN penchait trop à droite, ou que la CFDT n'était pas assez ferme sur sa gauche ? Cette explication risque de très mal passer chez les travailleurs. On ne voit pas en effet ce qui peut empêcher que l'unité se fasse sur des bases concrètes et précises :

— La CFDT parle dans son journal d'aller vers les 35 heures ; Seguy avait repris la même idée lors d'une conférence syndicale internationale à Bruxelles. En parler ou l'écrire, de temps en temps, ne sert pas à grand-chose. Faire l'unité dans la lutte contre le chômage pour imposer les 35 heures tout de suite serait beaucoup plus efficace.

— La CGT et la CFDT ont signé, il y a quelques temps un texte commun, qui répondait au chantage patronal à la rentabilité de l'entreprise en opposant la « responsabilité collective du patronat ». L'idée était excellente, mais pour la concrétiser dans une revendication, il faut exiger que l'Etat, le patron des patrons, nationalise les entreprises menacées de fermeture ou de licenciements massifs, nationalisation où les travailleurs se donneront les moyens de contrôler pour garantir leurs acquis.

— Chacun de leur côté, les

1 319 628

C'est le chiffre des chômeurs qu'annonce la CGT pour la fin du mois de septembre. Sur ce total 578 887 bénéficiaient d'une indemnité dont 108 346 de l'allocation des 90 %.

comités de chômeurs CGT et les comités de chômeurs CFDT avancent des revendications qui se recoupent : indemnisation au moins égale au SMIC, transports gratuits, moratoire pour les dettes, les impôts, les loyers. Mais les confédérations se sont montrées hostiles à la création de comités unitaires de chômeurs et ces revendications n'apparaissent pas dans une plate-forme nationale massivement diffusée.

Pour que les travailleurs se mobilisent, il faut des revendications claires et unitaires pour qu'ils sentent que ça en vaut la peine.

F. L.



LA MANO EN LA MANO

- Le dirigeant clandestin du PC catalan est arrêté à Barcelone...
- ... et Ponia interdit les manifestations contre la venue à Paris de Juan Carlos.

Lire nos informations page 3, ainsi que la fin de notre enquête sur « le débat syndical aujourd'hui en Espagne »

Après le meeting de la Mutualité, où Pierre Juquin a réclamé la libération de Boukovski et Gluzman

L'URSS CONDAMNE LE PCF

Il aura fallu moins de 24 heures au PC soviétique pour réagir à la participation du PCF au meeting des mathématiciens pour la libération des six prisonniers soviétiques. L'agence TASS a publié hier soir une déclaration qualifiant ce meeting « de nouvelles manœuvres des forces hostiles au socialisme » et d'ajouter ingénument que « l'opinion publique soviétique ne comprend pas pourquoi les représentants du PCF ont participé à cette sale entreprise, quels que soient les motifs et les considérations qui ont inspiré les dirigeants communistes français, leur intervention à la tribune à la Mutualité, soutient cette fois-ci les forces tout à fait hostiles aux idéaux de liberté, de démocratie et de socialisme pour lesquelles le PCF a toujours combattu ». Par ailleurs, l'agence soviétique affirme que « la réunion provocatrice à la mutualité a été convoquée par un groupe de personnes connues pour leurs

sentiments anti-soviétiques et anti-communistes ». L'agence dénonce ensuite « la tentative de mettre sur le même plan les véritables combattants de la liberté et du progrès social qui languissent dans les prisons fascistes et les anti-soviétiques enragés qui lut-

tent contre le régime socialiste. ».

C'est la première fois que le PCF participe à un meeting de ce genre mais c'est aussi la première fois que le PC d'URSS s'en prend nommément au PCF.

Voir page 12



Pierre Juquin (à gauche) rencontre L. Pliouchtch au meeting.

LE 26 OCTOBRE A LA MUTUALITE MEETING ET DEBATS AVEC LA LCR

A 19 heures :

- Forums sur Rouge quotidien, pour en faire une meilleure arme contre le plan de Giscard-Barre, contre l'exploitation et l'oppression quotidienne et pour débattre de son rôle sur tous les fronts de luttes.



A 21 heures :

- Meeting central : Giscard, 2 ans ça suffit. Comment organiser la riposte des travailleurs face au gouvernement et à son plan d'austérité.
- Projection d'un film

CHINE

DES CHANGEMENTS PREVISIBLES

en politique extérieure et intérieure

Malgré la pluie, les manifestations monstres de Pékin, parmi les plus importantes depuis la révolution culturelle, ont repris contre le « gang des quatre antiparti ».

Ces manifestations à Pékin indiquent probablement que le comité central s'est réuni et adopté une position. Mais ce n'est que ce soir qu'une « déclaration importante », probablement retransmise en Eurovision, sera faite à la télévision. Cette déclaration fera sans doute le point des résultats du comité central et permettra de se faire une idée plus claire de la politique que s'apprête à suivre la nouvelle direction.

Mais d'ores et déjà toute une série de révélations ont été faites par l'agence *Chine-Nouvelle*.

Pour la première fois, Hua Kuo-feng est mentionné avec ses titres officiels de président du Parti communiste chinois et de la commission des affaires militaires du comité central.

Mais surtout les membres du « Groupe de Shanghai », « le gang des quatre » dans la nouvelle terminologie chinoise sont dénoncés nommément comme « conspirateurs et carriéristes ». Ils sont accusés, pour la première fois également d'être « opposés à la ligne révolutionnaire du président Mao sur une série de problèmes intérieurs et internationaux ».

Cette affirmation est de la plus haute importance car dénoncer les membres du « Groupe de Shanghai » de cette manière signifie probablement qu'il faut s'attendre à des changements dans la politique de la nouvelle direction sur le plan intérieur (sur le plan économique dans un premier temps) et extérieur (la question des rapports de la Chine avec les Etats-Unis, l'URSS, etc...).

Quel que soient les changements, sur lesquels nous reviendrons après la déclaration de la nouvelle direction, ils seront présentés comme étant dans la droite ligne des positions de la ligne tracée par Mao Tsé-toung (citations à l'appui), la ligne qui aurait été gravement déformée par les « conspirateurs »...

L'agence *Chine-nouvelle* apporte aussi des précisions sur la lutte qui s'est déroulée dans l'appareil. Selon la version de la direction Hua Kuo-feng, le « gang des quatre » a tenté « d'usurper le pouvoir au sommet du parti et dans le gouvernement ».

Ils se sont engagés dans des « activités de fractions » pour « scinder » le comité central. Ce qui signifierait que le complot, et donc la répression, a touché d'autres dirigeants que les membres du « Groupe de Shanghai ».

Mao, de son vivant, choisi Hua Kuo-feng pour lui succéder car, toujours selon *Chine-nouvelle*, la popu-

lation de Pékin fête la « rapide réalisation de la sage décision du grand leader Mao Tsé-toung ». Ce qui permet aussi naturellement de taxer les opposants de « conspirateurs », puisqu'ils auraient tenté d'aller contre les décisions de Mao.

Le dernier point, aboutissement logique des précédents concerne l'identification des « radicaux » comme « représentants typiques de la bourgeoisie au sein du parti ». Ainsi la boucle est bouclée. Les membres du « Groupe de Shanghai » qui n'ont cessé d'attaquer le « vent déviationniste droitier », incarné par les partisans de Teng Hsiao-ping, caractérisés comme les « bourgeois au sein du parti », seraient en fait les représentants typiques de cette bourgeoisie au sein du parti, puisqu'ils se sont opposés à Hua Kuo-feng, choisi par Mao...

Il ne fait aucun doute que les « révélations » de la direction vont se poursuivre contre la « bande des quatre » et qu'une nouvelle version de l'histoire officielle va se développer pour permettre à la direction d'opérer un certain nombre de changements politiques sans que cela apparaisse trop clairement comme une rupture avec le maoïsme.

Frédéric Carlier

Trois dirigeants locaux de Shanghai, vice-présidents du comité révolutionnaire de la ville ont comparu hier devant un « meeting de lutte ».

Ils ont dû répondre de leurs « crimes » devant les « masses populaires ». Selon une source chinoise rapportée par l'AFP, ils auraient consenti à faire leur « autocritique », mais les « masses populaires » n'auraient pas été « satisfaites » des aveux des accusés. Il est possible que d'autres meetings de lutte soient organisés contre les dirigeants partisans du « groupe de Shanghai ».

ANGOLA

Le concert des fantoches

Stratégie de tension en Afrique australe ? Politique de destabilisation en Angola ? Toujours est-il qu'un curieux concert envahit ces derniers temps les mass-media occidentales. Ainsi a-t-on pu lire dans le journal d'Hersant, le *Figaro*, un article intitulé : « La résistance au régime communiste de Luanda », dans lequel est interviewé Jonas Savimbi, chef des fantoches de « L'UNITA ». De même, l'AFP rend compte d'une interview d'un homme de la CIA, le dénommé Roberto Holden, chef du « FNLA », lequel effectue actuellement une tournée des potes occidentales.

L'objet de cette campagne d'intoxication est clair, surtout lorsque parmi leurs auteurs on relève le nom de Dominique de Roux (pour l'article du *Figaro*) notoirement connu pour ses liaisons avec l'extrême-droite européenne, et quand

ces informations font l'impasse sur les massacres perpétrés par les mercenaires de l'impérialisme (cf. le 7 octobre, celui de 287 personnes à Canhala par un groupe de l'UNITA).

Il n'en reste pas moins vrai que des poches contre-révolutionnaires demeurent en Angola et que leur résorption et leur audience sont conditionnées par la politique même du MPLA. Les appels à la vigilance et le renforcement du potentiel défensif du pays sont une chose. Mais cela ne remplacera pas une véritable participation des masses à la vie politique et économique du pays. Comme cela s'est vu lors de l'encerclement de Luanda en 1974, ce n'est que dans la mesure où est instaurée une vie politique non-bureaucratique, que l'auto-organisation des paysans et travailleurs s'exprime, qu'il est vraiment possible de faire front à la contre-révolution. F. Tenaille

ITALIE

DE NOUVELLES HAUSSES DES PRIX DE 15 A 25 % SONT ANNONCEES PAR LE GOUVERNEMENT

Au moment où les échos de la discussion au sein du Comité central du Parti communiste italien s'étalent à la une de tous les journaux, le Conseil des ministres italiens s'est réuni vendredi pour décider une nouvelle série de hausses des prix qui devront compléter les mesures annoncées le 1^{er} octobre.

Elles concernent l'électricité (entre 15 et 25 % de hausse) et le téléphone (de 20 à 25 %). Les mesures visant à réduire la consommation de viande importée, à savoir la fermeture à jours fixes des boucheries, ne seront pas mises en vigueur qu'à partir de décembre à la demande des syndicats. Egalement à la demande des syndicats, le gouvernement pourrait envisager d'imposer exceptionnellement pendant deux ans les revenus non-salariaux, afin de répartir « plus justement » les sacrifices imposés pour l'instant aux seuls travailleurs.

Voilà qui donne la véritable mesure de l'« opposition » des directions syndicales au plan

d'Andréotti. « Nous sommes contre l'austérité » clamaient ces derniers jours les dirigeants syndicaux, s'empressant d'ajouter qu'ils étaient également contre la grève générale, c'est-à-dire le seul moyen, pour les travailleurs, de bloquer le plan d'austérité du gouvernement minoritaire. Pour Andréotti, il semble donc que le test de ces dernières semaines, où se sont multipliées les réunions et les déclarations des directions syndicales, ait été positif : avec quelques aménagements de détail le plan passera.

Le débat au Comité central du PCI a également, sans nul doute, été un test pour la politique du gouvernement. Les « vives dissensions » qui se sont manifestées dans la direction communiste se sont soldées par un vote unanime du rapport de Berlinguer, entérinant ainsi la ligne d'appui du gouvernement minoritaire démocrate-chrétien et à sa politique d'austérité, indépendamment de ses conséquences pour les travailleurs.

Les « divisions » au sein de la direction du PCI LE VERITABLE DEBAT

Débat animé dans la direction du PCI ? C'est ainsi que nous est présenté le compte-rendu du Comité central de ce parti, qui vient de se terminer hier par le vote à l'unanimité du rapport de Enrico Berlinguer.

Celui-ci, tout au long des dizaines de pages de son rapport a répété son orientation : appui au gouvernement, appui aux mesures d'austérité déjà prises, appui à celles qui s'annoncent. Bien sûr tout cela était étayé par de nombreuses données chiffrées sur la profondeur du marasme, enveloppé dans de nombreuses phrases sur les « éléments de socialisme » et autre plan de reconversion, enrubanné par un appel à des aspirations morales et idéales supérieures.

La première « opposition » a été exprimée par Amendola : « La classe ouvrière doit supporter des sacrifices... Je crois que le mouvement syndical n'a pas évalué la gravité du danger inflationniste ». Il faut que les syndicats mettent fin à leurs revendications. La seconde « opposition » est venue de Luigi Longo, vieux routier de la direction du Parti, qui ne s'exprime que dans les grandes occasions. « Il existe des doutes, des réserves face à notre politique, et ils doivent nous faire réfléchir ». « Nous apprécions à leur valeur les félicitations d'Andréotti, mais nous préférierions que notre politique actuelle soit soutenue par un consensus populaire plus fort ».

Et pourtant, malgré la grande publicité donnée, par le PCI lui-même, à ces « divisions », la mise en scène est transparente. Après la vague de contestation contre l'orientation du PCI qui s'est élevée dans tout le pays, et parmi les ouvriers communistes avant tout, il convenait de voir s'exprimer, bien que de façon totalement déformée, ces incertitudes dans le débat du Comité central. Débat tout à fait formel qui s'est terminé par un appui à l'appui au gouvernement.

« Opposition » entre Amendola et Berlinguer ? Non. Le premier ne fait qu'exprimer tout haut la logique inévitable de l'orientation du secrétaire du PCI il n'est pas possible de concilier les intérêts des travailleurs et ceux des patrons. A partir du moment où l'on choisit de redresser l'économie sans en modifier le cadre capitaliste actuel, il faut faire payer les travailleurs. « Opposition » de Longo ? Non. Celui-ci se contente de recommander plus de prudence dans l'application de l'orientation avec laquelle il n'exprime aucun désaccord.

Le véritable débat a été ouvert le 1^{er} octobre, jour de l'annonce du plan d'austérité, par les centaines de milliers de travailleurs qui sont entrés spontanément en grève. A leur tête, souvent, des militants communistes qui ne reconnaissent pas leurs aspirations dans la politique de Berlinguer. Au moment où Berlinguer parlait, 100 000 travailleurs envahissaient la place du Dôme de Milan. Pas une ligne ne leur sera dédiée dans le rap-

port du dirigeant communiste. Ni dans les interventions de ses « contradicteurs ».

Le rôle des révolutionnaires italiens est aujourd'hui plus que jamais déterminant pour diriger l'opposition des travailleurs dans une lutte contre la politique d'austérité soutenue par le PCI ; pour empêcher ce dernier, par sa politique, de redonner l'initiative au patronat et à son gouvernement minoritaire.

Anna Libera

Il y a six mois, les économistes du PCI avaient tracé les grandes lignes du plan d'austérité.

« Le véritable problème n'est pas seulement d'éviter l'effondrement économique et financier (...) mais d'agir pour lancer sur des bases nouvelles et à des fins différentes du passé le développement économique, social et civil, ce qui implique également une nouvelle direction politique du pays. » En commençant ainsi son rapport devant le Comité central du PCI mardi dernier, Enrico Berlinguer tentait de répondre au mécontentement parfois très vif qui s'était fait jour dans les rangs communistes face à son appui ouvert au programme d'austérité.

Mais au-delà des déclarations sur les perspectives à moyen terme de son parti, la substance du rapport a visé à justifier l'orientation choisie, à étayer l'argument selon lequel « les sacrifices sont nécessaires ».

Pour ce faire, Berlinguer n'a eu qu'à puiser dans les élaborations des économistes du PCI, qui, il y a plus de six mois, sous la plume de Eugenio Peggio, présentait dans ses grandes lignes le plan défendu aujourd'hui par le gouvernement Andréotti. Le Centre d'études de politique économique (CESPE), institut de recherche animé par le PCI, se réunissait du 15 au 17 mars dernier en présence de la fine fleur du patronat italien et des politiciens dont le gouvernement allait tomber quelques semaines plus tard. Sujet de la rencontre : la crise économique italienne et comment en sortir.

Peggio avait centré son rapport sur la nécessité de redresser la balance des paiements. A court terme, le seul moyen de le faire est d'imposer des sacrifices « à tout le monde ». D'une part il faut rééquilibrer le budget de l'Etat par de nouvelles rentrées fiscales ; d'autre part, il faut convaincre les patrons d'investir (en leur garantissant donc des profits), si nécessaire en subvenant les entreprises avec l'argent des contribuables.

Pour assurer une réussite à ce projet, il est nécessaire que les syndicats cessent de « conditionner » le pays avec des revendications salariales et concentrent leurs efforts sur un nouveau plan d'investissement. Quant aux travailleurs, tant que leur productivité est plus basse que dans le reste de l'Europe, ils ne peuvent pas exiger de nouvelles hausses salariales. « Le coût du travail par unité produite ne peut pas être substantiellement différent de celui qui existe dans les autres pays que l'Italie doit concurrencer. Voilà la condition nécessaire pour que l'Italie puisse continuer à agir dans une économie ouverte. »

Augmentation de la productivité, blocage des salaires, Peggio concluait ainsi son rapport, synthétisant clairement la logique implacable du système capitaliste à laquelle le PCI a choisi de se plier.

A.L.

ESPAGNE ● *Le dirigeant clandestin du PC catalan, Lopez Raimondo, a été arrêté*
 ● *Ponia interdit la manifestation contre Juan Carlos*

LE 27, MOBILISATION !

Gregorio Lopez Raimundo, secrétaire général du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC — PC catalan) a été arrêté la nuit dernière. Gregorio Lopez Raimundo a été élu secrétaire général du PSUC en 1950. Il vit dans la clandestinité à Barcelone depuis 1960. La famille de Gregorio Lopez Raimundo, auquel le gouvernement Suarez Juan Carlos a refusé de donner un passeport, pensait que sa présence en Catalogne, où il a participé à des réunions clandestines des instances dirigeantes du PSUC, était tolérée. La police espagnole n'a pas révélé les motifs de l'arrestation de Gregorio Lopez Raimundo et a simplement annoncé qu'il avait été mis à la disposition des autorités judiciaires. Gregorio Lopez Raimundo est avec Santiago Carrillo et Simon Sanchez Montero, le secrétaire général du PC galicien, l'un des 3 principaux dirigeants communistes de l'Etat espagnol.

Cette nouvelle arrestation marque toutes les limites de la farce de « libéralisation » mise en œuvre par le régime Juan Carlos, qui laisse croupir en prison, dans les conditions plus dures même que sous Franco, 250 prisonniers politiques marginaux de l'amnistie parce qu'accusés de « terrorisme ». Et c'est en utilisant les vieilles lois franquistes, qui interdisent tous les partis politiques qui se sont constitués du

centre droit à l'extrême gauche, que le régime a interdit la tenue à Madrid en novembre prochain du congrès du PSOE.

Ces arrestations, ces interdictions dévoilent toute la responsabilité du PS et du PC français, qui refusent d'engager une action de protestation contre la visite à Paris de Juan Carlos, le 27 octobre. Il est certain que cette attitude n'a pas été pour rien dans l'intransigeance affichée par le ministre de l'Intérieur, qui après avoir chassé le réfugié basque dans le Sud-Ouest de la France, vient d'interdire formellement toute manifestation de rue à Paris contre la visite du roi espagnol.

Contre la vague d'arrestations opérée cette semaine, pour aider les peuples de l'Etat espagnol à arracher l'amnistie totale, les libertés politiques et syndicales, l'ensemble des organisations qui avait lancé l'appel pour une manifestation de rue le 27 octobre s'adresse à l'opinion publique, aux organisations ouvrières et démocratiques pour qu'elles se mobilisent contre le diktat du prince. Ces organisations réaffirment leur volonté de faire de la journée du 27 une journée de mobilisation. Elles appellent en conséquence tous les antifascistes, tous les démocrates prêts à affirmer leur solidarité active avec la lutte des travailleurs et du peuple espagnol à les contacter pour organiser les modalités pratiques de la mobilisation.

LE DEBAT SYNDICAL

La bataille pour l'unité syndicale et le rôle des révolutionnaires (4)

La grève de riposte en Euskadi à l'assassinat du militant des Commissions ouvrières Jesús-María Zabala, la mise en place de la commission des usines en lutte de Biscaye, qui regroupait les délégués élus par les assemblées générales de plus de 200 entreprises en grève a fait siffler le boulet aux oreilles des dirigeants du PC, en leur montrant tous les dangers que recouvrait le décalage existant entre la combativité de la classe ouvrière et sa non structuration syndicale.

Les directions syndicales ont dû aussi tirer le bilan de la mésaventure de la Coordination ouvrière syndicale de Biscaye qui avait appelé à la reprise du travail le 18 septembre alors que la coordination, qui se tenait parallèlement appelait à continuer la lutte jusqu'à la libération des grévistes emprisonnés. Désavouée 24 heures après sa prise de position par les AG de grévistes, la COS était définitivement passée sous la table dans la période de la grève, même si, avec juste raison, l'extrême-gauche s'est battu pour exiger qu'elle ait une place d'observateur dans les réunions et ne puisse pas se laver les mains des décisions prises par les grévistes.

Lors de cette passe d'armes entre la COS et la coordination, l'ensemble des militants du PSOE, du PC ainsi que les membres des trois centrales (UGT, USO, CO) n'avaient pas suivi dans les AG du mouvement la bataille pour le passage de la lutte entamée par la COS. C'est là une autre caractéristique, décisive pour l'action des révolutionnaires, de l'état actuel du mouvement ouvrier espagnol : la division syndicale au sommet — et qui ne peut être qu'une division au sommet étant donnée la composition des centrales, réduits encore aux travailleurs d'avant garde et la disparité d'influence entre elles ne se reproduit pas exactement à la base. D'autant que la tendance à l'organisation unitaire et démocratique des luttes renforce le sentiment de l'unité, chez les travailleurs.

Ce besoin d'unité n'est pas nouveau, il a été forgé pendant les années de lutte contre la dictature, quand la liaison immédiate entre les revendications politiques et économiques ainsi que l'intransigeance de l'ennemi en faisant une des conditions-clé de succès ou d'échec des luttes entamées. Aujourd'hui, les direc-

tions ouvrières réformistes doivent tenir compte de cette tradition d'unité, d'organisation et de démocratie. L'UGT et l'USO insistent, au moins verbalement, sur le rôle des AG démocratiques, l'élection des délégations qui vont négocier avec la direction etc. Dans plusieurs éditoriaux publiés en septembre dans *Triunfo*, le dirigeant communiste des CO, Nicolas Sartorius, a réaffirmé que dans les luttes de l'automne chaud, les travailleurs devaient se doter de leurs propres organes de représentation et de négociation au moins au niveau de l'entreprise. Ce n'est qu'au niveau de la coordination des luttes par zones, par branches ou par région que les directions syndicales réformistes entendent jouer la COS comme un instrument de contrôle des luttes.

De la coordination à la bataille pour l'unité syndicale

Cette expérience de la coordination des usines en lutte de Biscaye, commence à porter ses fruits. D'abord dans la conduite des nouvelles luttes. Les 35 000 ouvriers de la construction de la Biscaye (100 % de grévistes qui sont en lutte depuis 10 jours, ont adopté un système de fonctionnement identique à celui des grèves de septembre : AG de chantiers, AG de zones et coordination des délégués élus chargés de la coordination, de la lutte et de la négociation avec le patronat. Mais ce n'est peut-être pas cela le bilan le plus positif.

Après la grève du 27, deux positions se sont fait jour au sein de la coordination : l'une, défendue par le PC, le PSOE et les directions de la COS, expliquait que cette structure, née pour diriger la lutte était éphémère et devait se dissoudre dès la fin de la grève générale. Au contraire, les forces majoritaires de l'extrême-gauche, le Mouvement

communiste (MC) et la LCR-ETA VI ont expliqué que, dans cette période, où la grande majorité de la classe ouvrière n'est pas encore structurée syndicalement, la coordination devait être considérée avant tout comme un acquis sur le chemin de la syndicalisation et de l'unité. Ils ont proposé en conséquence que la coordination se maintienne, mais pour prendre en charge le débat sur l'unité syndicale en intégrant la COS à ce projet

Organismes syndicaux unitaires...

Au contraire de la tactique d'autoproclamation de sections d'entreprises et de *Syndicats rouges* par les militants maoïstes du PT et de l'ORT, il s'agit là de mener de pair le débat politique sur l'unité syndicale et les perspectives d'action en partant de l'expérience récente, et la construction dans les entreprises d'organismes syndicaux unitaires, transitoires. Ces organismes qui existent déjà dans certains bastions, Babcock-Wilcox, Hauts-Fourneaux, assumeraient certaines tâches syndicales : constitution de caisses de résistance, éditions de bulletins d'entreprises, etc. En même temps, ils mèneraient certaines batailles spécifiques comme l'octroi de locaux au sein des boîtes pour les réunions syndicales.

Mais il est certain que les inégalités d'expérience et de développement du mouvement de masse dans les différentes régions de l'Etat espagnol, comme l'a montré par exemple l'absence de préparation organisée dans les boîtes, de la grève générale du 1^{er} octobre à Madrid, rendent utopique une perspective de construction de l'unité syndicale par la simple prolifération de ce type d'organismes unitaires. Les militants révolutionnaires basques ont, semble-t-il, compris le danger d'un morcellement régional du mouvement ouvrier, entre les zones où pourraient exister ces organes élus, et les zones où la COS apparaît comme la seule structure unitaire. En menant une bataille systématique pour que la COS soit associée à chaque pas

en avant du mouvement, les militants basques entendent montrer la complémentarité des deux structures, en démontrant que la tâche essentielle de la COS était d'impulser l'auto-organisation et le débat sur l'unité syndicale.

Quelle bataille au sein des CO ?

A l'heure actuelle, vu les rapports de force au sein des entreprises, le type de liens des trois centrales avec le mouvement de masse, ni l'USO, ni l'UGT n'ont les moyens de s'opposer longtemps à une offensive unitaire fondée sur les deux critères suivants :

- Le respect de la démocratie ouvrière, le respect des différents courants politiques ;
- Le choix de répondre aux intérêts immédiats des travailleurs.

La liaison étroite qui caractérise aujourd'hui en Espagne les luttes économiques, sociales et politiques marque toute l'importance de la lutte contre la subordination de l'action revendicative aux pactes politiques centraux que passent les directions communistes, socialistes et les organisations maoïstes. Pourtant, entre la fausse alternative d'une direction PC qui avalise la division syndicale, et la tactique de contournement par la construction de *syndicats rouges* auto-proclamés mise en œuvre par la PT et l'ORT, existe un cadre de bataille, sur la démocratie interne, la lutte pour la construction d'organes syndicaux unitaires d'entreprises, la propagande en faveur d'un congrès syndical constituant et la préparation de la riposte aux plans économiques et politiques du pouvoir où pourraient se retrouver avec les marxistes révolutionnaires, les militants du MC, de Bandera Roja et d'autres courants. La capacité qu'aura le pôle à se regrouper et à se définir dans le débat de préparation du congrès est sans doute l'un des enjeux immédiats décisifs de l'extrême-gauche espagnole.

Michel Rovère

aux quatre coins

● ZIMBABWE

Alors qu'arrivent à Genève les participants à la prochaine conférence constitutionnelle qui va débattre de l'avenir de la Rhodésie, la ZIPA (Armée populaire de libération du Zimbabwe) vient de lancer un appel à la désertion à tous les soldats africains de l'armée rhodésienne au cours d'une émission de radio-Mozambique. « Il est encore temps d'abandonner les forces armées qui oppriment votre peuple. Vous devez désertir immédiatement et vous rallier à l'armée du Zimbabwe ». La même émission précise que les forces armées racistes ont « subi plus de pertes au cours des neuf derniers mois que pendant les huit années antérieures ».

● COTE D'IVOIRE

Des manœuvres franco-ivoiriennes se déroulant depuis le 20 octobre dans la région de Fetekro, à l'est de Bouaké, se sont terminées hier. Pour ces exercices le gouvernement Giscard a envoyé 6 avions « Jaguar » qui font partie d'une mission temporaire de présence outre-mer. Une fois de plus l'impérialisme français renforce sa présence dans le continent africain et vérifie son potentiel d'intervention, comme il y a une dizaine de jours lors des exercices de « Provence 76 ».

● KAMERUN

L'Union nationale des étudiants du Kamerun (UNEK) signale que parmi les centaines d'arrestations opérées depuis le mois de juillet dernier par le régime d'Ahidjo et qui ont touché toutes les couches de la population (cf. à ce sujet l'article de Woungly-Massaga publié dans « Le monde diplomatique » d'octobre 1976) se trouvent plusieurs anciens militants de l'UNEK rentrés au pays après leurs études. Il s'agit notamment de Nicole Ndoko, assistance à la faculté de droit de Yaoundé, ancienne militante de l'UNEK à Toulouse, rentrée en 1974 et de Emmanuel Bityeki et Minkousse, tous deux cadres ingénieurs au port de Douala, anciens militants de l'UNEK à Paris.

ARGENTINE

Communiqué de presse

Le CAIS (comité argentin d'information et solidarité) dénonce une fois de plus la terreur fasciste qui règne en Argentine.

Monsieur Mario Amaya, ancien député radical et défenseur de prisonniers politiques, est mort en prison à la suite des sévices subis des mains des tortionnaires de la dictature.

Le CAIS demande à tous les hommes épris de liberté et de justice de condamner la Junte militaire argentine et ses complices, et d'exiger la libération immédiate de tous les détenus qui remplissent les prisons et les camps de concentration argentins, tout particulièrement celle de Monsieur H. Solari Irigoyen, ancien sénateur radical, dont la vie est menacée par la haine des bourreaux.



politique

ARMÉE

Après la mort de 4 appelés lors des manoeuvres « Provence »

PROTESTATIONS ET TEMOIGNAGES

● Cynisme, mépris de la vie des soldats

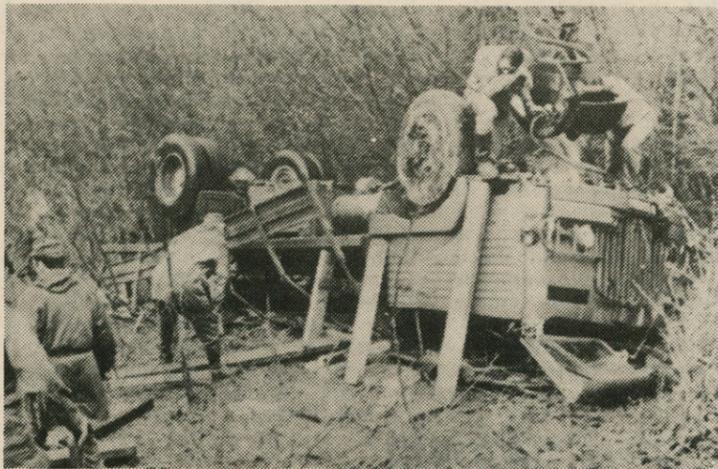
« A l'occasion de ces manoeuvres, les citoyens ont pu voir ce que nous faisons de leurs impôts et de leurs enfants » avait cru devoir conclure le général Lagarde au terme des manoeuvres « Provence », où quatre appelés ont trouvé la mort. Des accidents malencontreux, dus à la fatalité. C'est la cause que plaide l'armée, comme d'habitude. Mais peu à peu, comme d'habitude aussi, les témoignages parviennent à filtrer. Et tous soulignent les responsabilités du commandement.

Témoignage d'un soldat, ayant participé aux manoeuvres :

« ... C'est d'un véritable mépris de la vie des soldats qu'a fait preuve l'armée. L'importance des moyens mis en œuvre pour le sauvetage (hélicoptères, commandos et pompiers de la base d'Istres) ne peuvent le faire oublier. Il est vrai que parmi les parachutistes se trouvait le colonel du régiment. Ceci explique peut-être cela.

« Quant aux faits : (...) les paras n'ont pas été largués dans la zone prévue. Ou plutôt ils ont dérivé, à cause du mistral. Un mistral qui soufflait par rafales d'une vitesse supérieure aux normes autorisées pour un parachutage. D'ailleurs 3 avions seulement ont largué leurs hommes. Les autres sont rentrés.

« Avec 3 jours de bouffe dans le sac, le fusil, les sangles du parachute et les rangiers aux pieds, plus le froid qu'il faisait cette nuit-là, le



plus étonnant c'est qu'il n'y ait eu que 3 victimes. Il faut une bonne dose de cynisme pour expliquer comme le faisait le Méridional du lendemain, que « s'il n'avait pas plu, ils ne seraient pas morts... » Et s'ils n'avaient pas sauté, donc ! »

Le comité de soldats du 1^{er} RCP de Pau prend également fermement position : « L'accident qui a coûté la vie aux 3 jeunes appelés du 1^{er} RCP au cours du largage nocturne dans la nuit du 11 au 12 octobre 1976 à l'occasion des manoeuvres « Provence » aurait pu être évité si les conditions de sécurité avaient été respectées.

« Le comité d'appelés du 1^{er} RCP de Pau appelle à la solidarité du monde ouvrier et de ses organisations pour que toute la clarté soit faite sur cette lamentable affaire. »

La désinvolture scandaleuse avec laquelle le G1 Lagarde a commenté la mort des 4 appelés laisse en effet penser qu'il ne faut rien attendre des éventuelles investigations d'une éventuelle commission d'enquête militaire. Une commission d'enquête civile constituée de représentants des organisations ouvrières doit se mettre en place, centraliser tous les témoignages et avoir accès à toutes les informations nécessaires.

La délation des « Brigades Rouges »

UNE EXCEPTION ?

Malgré l'enthousiasme de la première heure, malgré son « efficacité », l'appel à la délation de Grenoble a été accueilli tièdement. Plus d'un journal a pris, avec retard, du recul face à l'opération. Poniatowski lui-même a dû déclarer : « Ce procédé doit rester exceptionnel car il peut être une menace pour les libertés individuelles ».

Mais la définition de l'exception n'est pas précise : « Ça peut se reproduire si les deux conditions sont réunies, c'est-à-dire que les moyens de recherche ont été épuisés et que le danger subsiste ». Autrement dit, dans toutes les affaires criminelles non élucidées, plusieurs dizaines chaque année.

La diffusion par la presse des « portraits robots » se multiplie. Pour un infanticide du mois de septembre un homme a été arrêté ainsi sur simple délation à cause de sa silhouette. Après avoir fait la « une » de l'actualité criminelle, le suspect a été disculpé grâce à un alibi.

L'ilotage des grands ensembles, les liens que les flics y instaurent leur permettent de glaner toujours plus de renseignements occultes. Les opérations « coup de poing » opérations d'un autre genre, permettent de compléter par des rafles spectaculaires la campagne policière sur la « sécurité des Français ». Par ses propos, Ponia colporte des clichés qui dressent un portrait du criminel en puissance : étranger, chevelu, déviant sexuel, jeune, chômeur ou asocial, vaguement pervers idéologiquement. S'il fallait prendre cette propagande au mot,

on ne pourrait plus traverser la rue sans téléphoner au commissariat... Rêve policier ?

Alors, assez triché, la délation de Grenoble n'est pas un grain de sable dans la machine des libertés, mais un épisode logique dans le développement des pouvoirs policiers.

P. V.

France-Soir dans le roman policier

Dans ses deux dernières éditions, le quotidien Hirsantisé France-Soir bat les records du roman.

Avant-hier, un article d'un quart de page nous raconte le « cas de conscience » de la famille Matencio, les émotions des sœurs, du père, de la mère, de l'ancienne femme quand ils décident d'appeler la police. Oui, mais tout est faux. On a en effet appris hier que c'est un policier, mari d'une sœur de Matencio qui a dénoncé son beau-frère. C'est seulement en étant interrogé — et non pas spontanément — que sa famille a reconnu la voix.

L'édition d'hier titre « les demi-aveux de Matencio ». Le suspect aurait déclaré : « Je suis manipulé par une organisation terroriste qui veut créer un climat de peur dans toute la France, mais je ne peux rien dire ». Pourtant, à l'heure où nous écrivons, aucune déclaration du suspect n'est publique, et son avocat M^{re} Ambre rappelle : « Matencio plaide l'innocence ». A France-Soir, quand on n'a pas de sensationnel, on l'invente...

LA PRESSE DES COMITES

● Le sapeur majeur, bulletin du comité du 32^e RG de Vieux-Brisach sort son N° 3. Il s'adresse tout particulièrement aux soldats récemment incorporés de la 76/10 : « Depuis que tu es au G. I. tu as pu te rendre compte des problèmes qui se posent à nous. En compagnie, ces problèmes t'apparaîtront encore plus clairement : bouffe dégoûtante, temps de service trop long, absence de tout droit démocratique. Dans le civil nous avons notre organisation professionnelle pour nous défendre. Ici notre organisation, c'est le comité de soldats.

Pas un service, pas une section sans son comité ».

● Le fantassin enragé, journal du comité du 153^e RI de Mutzig. Au sommaire : un bilan de l'incorpo et une quantité d'écho de caserne, les brimades, etc.

● Tonnerre de Brest, journal du comité de marins de Brest sort son N° 8. Bigeard est parti, les comités continuent à bien se porter, expliquant en substance ces camarades. Et preuves à l'appui, puisque des comités existent dans 6 bases ou bâtiments de la région brestoise.

SOLIDARITE SYNDICALE CONTRE LA REPRESSION

Un jeune appelé (ingénieur des Travaux Publics d'Etat) adhérent de notre syndicat, J-L Monet a été arrêté avec 2 de ses camarades, longuement interrogé et transféré à Salon-de-Provence. Ils sont soupçonnés d'appartenir au comité de soldats de la Base Aérienne du Bourget-du-Lac (auquel d'ailleurs les UD-CFDT, CGT, FEN et CDJA avaient exprimé leur solidarité), pour avoir été trouvé en possession d'un manuscrit portant l'expression de revendications sur la vie de la base. Ils sont sous le coup d'une demande de sanction de 60 jours d'arrêts de rigueur pour un motif manifestement abusif : « menées anti-militaristes ».

Le syndicat national CGT des Personnels techniques et administratifs de l'Équipement proteste énergiquement et réclame leur libération immédiate.

INTERROGATOIRES, FOUILLES ET DELATION

A la suite d'un tract distribué dans la caserne sur la « reprise en main » au 1^{er} RAMA de Melun la Sécurité militaire s'est déchaînée : nombreux interrogatoires, atmosphère de délation, fouilles, etc.

Actuellement 5 appelés sont au secret, dont certains depuis une semaine. La SM, une nouvelle fois, cherche à empêcher toute activité à l'intérieur de la caserne. Elle utilise pour ce faire les méthodes bien connues.

Le comité de soldats du 1^{er} RAMA s'élève vigoureusement contre ces violences envers les appelés. Elles n'empêcheront pas les soldats de continuer leur lutte.

Nous exigeons la libération immédiate des soldats séquestrés. Le comité de soldats du 1^{er} RAMA de Melun

JUSTICE

Après le rejet par la Cour de cassation de sa démarche de révision du procès

ROLAND AGRET CONTINUE

La Cour de cassation a donc rejeté la demande de révision du procès de Roland Agret. Elle n'a pas voulu prendre en compte les multiples « faits nouveaux » révélés depuis le procès de février 1973. Elle n'a voulu voir que « pures affabulations » dans les explications que Roland Agret donne sur cette affaire de double meurtre. Les liens d'une des victimes André Borrel, avec les bandes armées du pouvoir : la Cour n'a pas voulu les connaître. Idem pour les trafics d'armes et de stupéfiants.

La Cour de cassation a préféré, tout comme l'avaient fait les Assises du Gard, s'en tenir à la thèse rassurante d'un meurtre fondé sur des motifs passionnels et crapuleux. Dans ce cadre Agret fait un coupable idéal, un bouc émissaire parfait. Au détail près que ce cadre est faux. Les avocats d'Agret l'ont démontré 100 fois à partir d'une simple étude sérieuse du dossier.

Mais pour d'obscures raisons, qui semblent bien guidées par la raison d'État, ce dossier explosif ne doit pas être ouvert. L'étouffoir a fonctionné en 73. Il fonctionnera toujours bien en 1976. Le complément d'enquête que Lecanuet avait concédé sous la pression n'a été, à l'évidence, qu'un simulacre. Deux magistrats en étaient officiellement

chargés. Curieusement (mais on n'en est plus à une curiosité judiciaire près en cette affaire), un seul des magistrats a assumé la signature du rapport présenté à la Cour de cassation.

« Je m'attendais à ce rejet », a déclaré Roland Agret en apprenant la décision de la Cour de cassation. Il est vrai qu'il commence à avoir une certaine expérience des choses de justice ! « Considérant tout ce qui se dissimule sous ma soi-disant culpabilité, cette nouvelle ne me surprend pas ». Ses avocats ont annoncé qu'une nouvelle requête serait très prochainement déposée devant le Procureur de la République. Les comités de soutien à Roland Agret ont fait également connaître leur volonté de poursuivre la lutte.

Condamné à 15 ans de réclusion criminelle pour complicité dans un double meurtre ou il a toujours nié avoir la moindre part, R. Agret depuis plusieurs mois est maintenu en vie par le seul biais des médicaments que lui fait prendre la médecine pénitentiaire. Neuf mois de refus d'alimentation normale le mettent à la merci du moindre accident cardiaque. Une voix déjà faible que la Cour de cassation a décidé de ne plus vouloir entendre.

Jean-François Vilar

L'OCI

DURS DE DURS !

On n'aime vraiment pas la collaboration de classe à l'OCI. On tire à boulets rouges sur celle de Piaget, quand un compromis difficile est signé après une grève de 13 mois. Trois ans après, on en parle encore...

Mais quand FO (où l'OCI a jugé bon d'investir un certain nombre de militants) refuse d'appeler à la grève et aux manifestations du 7, l'OCI reste sans voix. Semaine après semaine Informations Ouvrières se tait. Peut-être pour des gens qui ont voté le rapport moral de Bergeron au dernier congrès, s'agit-il après tout d'un « péché véniel » ?

On n'aime vraiment pas à la collaboration de classe à l'OCI. On prendra facilement une demi-page pour dénoncer Lamirault, radical de gauche, comme « représentant direct du grand capital dans l'Union

de la gauche » ; on publiera même sa photo pour le désigner à la vindicte des travailleurs.

Mais quand Mitterrand soi-même réunit 600 patrons, pour leur expliquer comment il maintiendra l'économie de marché, et stimulera l'initiative privée, on se fend d'un tout petit article d'un quart de colonne, noyé dans une grande page sous un titre anodin. Un petit article bien modéré, qui évoque sans une citation le débat qui a « opposé » (sic) Mitterrand à un groupe de grands patrons, et souligne qu'ils sont « terrifiés » par la crise révolutionnaire qu'ouvrirait inévitablement l'arrivée de l'Union de la gauche.

Terrifiés, les patrons face à Mitterrand ! Ce n'est pas l'impression que donnait leurs visages à la télé.

F.L

Achetez Rouge dans un bon kiosque, jetez le kiosque, lisez Rouge



Mini-fraude UDR
à l'Assemblée sur
l'imposition du capital

GISCARD : « NOUS GAGNERONS EN 1978... »

« Faut-il ouvrir dès 1976 la campagne électorale de 1978 ? » Je répons : « Non », martèle Giscard pour la 100^e fois. Mais comme sa cote de popularité baisse de jour en jour, mais comme les 3/4 des patrons se disent convaincus que se sont les partis de l'Union de la gauche qui se retrouveront au gouvernement d'ici quelques mois, mais comme 6 % des industriels seulement (contre 32 % en mai dernier !) se déclarent optimistes quant à leur situation, le Président de beaucoup moins de la moitié des français cherche à rassurer et aussi à se

rassurer : « Je tiens à vous dire que la majorité présidentielle gagnera les élections législatives de 1978 ».

Giscard ne commence pas la campagne, mais il descend dans l'arène. Et d'abord celle de « sa » majorité, tellement convaincue par les perspectives giscardiennes qu'une de ses fractions non négligeable vient de se prononcer pour le projet d'imposition du capital. Ce projet contre lequel Barre avait tant fulminé la semaine dernière.

« Les élections seront gagnées grâce à l'action du gouvernement, grâce à l'appel que fera le Président de la République ». La victoire viendra donc de l'alliance du penseur politique et du technocrate. Giscard annonce de grandes tournées régionales pour 77 ; il y diffusera la bonne parole. Barre se déclare résolu à mettre en échec toutes tentatives d'effritement de son plan anti-ouvrier. Y compris les tentatives qui pourraient émaner de sa propre majorité.

Mais précisément, cette majorité composite et divisée n'est guère

convaincue. Plus d'un UDR rappelle ces jours-ci que Giscard n'est pas, n'a jamais été, ne sera jamais un gaulliste, qu'il n'est pas de la famille, et que le soutien à sa politique a, somme toute, des limites. Pour ces gens-là, l'horizon électoral est des plus angoissants, qu'il se situe en 78, ou avant. Là où Giscard semble tergiverser, Chirac est décidé à mener l'offensive. Le vote sur l'imposition du capital a permis de montrer concrètement que si une bonne partie de l'UDR (plus un Républicain Indépendant) sous la houlette de Guéna (secrétaire général du mouvement, pas moins) n'entendait pas accélérer la crise du régime, elle ne négligerait pas non plus de prendre ses distances chaque fois que possible. Le comité central de l'UDR qui aura lieu demain montrera sans nul doute que Chirac est bien cet autre homme fort de la majorité, et qu'il faut compter avec lui à l'Elysée. Giscard semble bien le comprendre, puisqu'à chaque fois qu'il cherche à s'élever au-dessus de la mêlée, ses troupes le plaquent au sol. Il feint d'être arbitre, mais est forcé de monter en première ligne. Il est inévitable qu'il y prenne tous les coups. Les mouvements contradictoires de sa majorité le dépassent, il fait donc mine d'en prendre la tête.

J-F. Vilar

PARIS

Semaine d'information du Mouvement d'action non-violente. Samedi 15 h, Prague 68 (film en 16 mm), un des rares documents sur l'occupation soviétique en Tchécoslovaquie. Dimanche à 17 h l'Apartheid en Afrique du Sud et la campagne anti-Outspan. Des débats sont également organisés pendant ces deux journées. Cinéma André Bazin, 45 bis, rue de la Glacière, Paris 13^e. Participation aux frais, 5 F.

CORSE

Antoine Murati :
« Nous avons été enfermés
pour nos convictions
politiques »

Après sa libération jeudi soir à Lyon, Antoine Murati, secrétaire fédéral du PSU corse nous a remis la déclaration suivante :

« Je dénonce la machination politique du pouvoir qui met à profit l'affaire du boeing d'Ajaccio pour lancer une vaste chasse aux sorcières visant uniquement les militants autonomistes dans le but évident de désorganiser le mouvement autonomiste corse. Ce qui n'était qu'une conviction profonde devient une certitude absolue. La justice, institution bureaucratique et hiérarchiste, s'est mise au service du pouvoir giscardien dans cette affaire. Elle a agit en Corse en puissance coloniale.

« En particulier, la chancellerie loin d'être le ministre de la loi, intervient partialement dans les décisions des magistrats. J'affirme avec force que les patriotes corses furent emprisonnés pour leurs convictions politiques dans des conditions

telles, que les règles de la justice furent bafouées.

« Aujourd'hui encore, après un mois et demi d'emprisonnement, malgré l'absence totale de preuves, des autonomistes corses demeurent dans la prison St Paul de Lyon. La légalité bourgeoise rend possible l'oppression et la colonisation du peuple corse. On instaure en Corse une politique de répression méprisante les libertés et les droits fondamentaux de l'homme. On y emprisonne pour leurs idées politiques des individus innocents. Le PSU corse appelle le peuple corse à la lutte pour la libération de la nation corse ».

• Les six militants corses restés en prison ont commencé jeudi soir une grève de la faim.

Pour la première fois depuis 1972

Le PSU se présente sur une liste municipale se réclamant explicitement du Programme Commun

• Aux Ulis la section PSU fait liste commune avec le PC et les radicaux de gauche.

Le 10 octobre a eu lieu une consultation électorale dans la ville des Ulis (Essonne), pour choisir des délégués chargés d'étudier un projet de charcutage électoral visant à isoler, dans le département cette commune qui vote à gauche.

Au premier tour, le PS a refusé une liste commune avec le PC, jugé trop exigeant. Par contre, la liste commune s'est faite entre le PC, les Radicaux de gauche etc...le PSU. Le texte de l'accord précise qu'il s'agit « d'une liste d'union de la gauche, s'inspirant des orientations du programme commun de gouvernement » et proposant à la population « un débat démocratique comme le propose le programme commun ». Cet accord est publié dans un tract

du PSU avec au verso des extraits de sa charte municipale sous le titre : *une politique municipale révolutionnaire* »

Le PSU a décidé nationalement de s'allier avec l'Union de la gauche pour les prochaines municipales et de refuser la perspective de listes unitaires des révolutionnaires. Pour cela, il a retiré de sa charte toute critique du programme commun et après, ce qui devait arrivé, arriva. Aux Ulis, le PSU s'allie avec les radicaux de gauche et se réclame du programme commun, sans doute pour aller plus vite dans la construction d'une société socialiste autogestionnaire ! S'agit-il d'une simple bavure, camarades du PSU ?

Election législative dans le V^e arrt de Paris

LA CAMPAGNE EST LANCEE

La plupart des candidats à l'élection partielle du V^e arrondissement à Paris, qui aura lieu les 14 et 21 novembre prochains, sont maintenant connus. Le député sortant, Tibéri (UDR), qui tentera de reconquérir son siège après son éviction du gouvernement — il était secrétaire d'Etat aux Industries agricoles et alimentaires quand Chirac était encore Premier ministre — aura comme premier adversaire un candidat de la « majorité présidentielle », Brimo, soutenu par les RI et les groupuscules centristes. Le rapport de force entre les deux hommes permettra de juger la recomposition actuelle au sein de la majorité, au moment où UDR et RI se tirent dans les pattes à l'approche des prochaines municipales.

Le Parti communiste présente l'historien Jean Elleinstein avec comme souci évident de mener campagne en direction des « intellectuels » du Quartier

Latin, et donner l'image d'un PC « ouvert et démocratique ». C'est d'autant plus important qu'à quelques mois de l'élection des maires à Paris, le résultat de cette élection partielle aura un poids décisif dans le dosage des listes d'Union de la Gauche entre communiste et socialistes.

Ces derniers ont choisi Pierre Guidoni, membre du bureau exécutif du parti, et l'un des principaux animateurs du CERES. La décision a été prise à l'issue d'une réunion extraordinaire des sept sections du V^e arrondissement qui ont donné 90 % à Pierre Guidoni contre 65 au candidat soutenu par le courant majoritaire du PS, Lontourier. Au cour d'une conférence de presse qu'il a tenu hier, le candidat socialiste a souligné la valeur de test politique que prenait cette élection partielle. Son slogan de campagne se résumera en ces quelques mots : « Pourquoi attendre 1978 pour élire un socialiste ? ».

Outre les candidats qui ont signé le Programme Commun, il est d'ores et déjà acquis qu'il y aura plusieurs autres candidatures ouvrières : refusant à priori toute unité, le PSU a jugé bon d'annoncer officiellement la candidature de son secrétaire national, Victor Leduc. De son côté, Lutte Ouvrière, après avoir assisté aux réunions unitaires a fait savoir hier par communiqué de presse qu'elle présenterait en tout état de cause des candidats lors de toutes les élections législatives partielles.

La LCR a pour sa part cherché à aboutir à une candidature unitaire sur la base d'un refus explicite du Programme Commun, pour la centralisation des luttes contre le plan Barre et pour chasser Giscard, pour une démarche unitaire vis-à-vis du PC et du PS, pour l'appui aux luttes sur le logement dans l'arrondissement. Ces démarches n'ont pas abouti.

Une attitude irresponsable

Le PSU a refusé tout contact unitaire avec l'extrême-gauche dans le cinquième arrondissement et a présenté Victor Leduc. Lutte ouvrière a annoncé par un communiqué de presse qu'elle présentait des candidats(es) dans les sept circonscriptions, où se déroulent des législatives. Cette attitude nous paraît politiquement irresponsable. On peut soupçonner les arrières pensées qui dictent cette position : pour la direction du PSU, un souci de ne pas se « compromettre » vis-à-vis du PC et du PS en compagnie de l'extrême-gauche ; pour LO, l'impression d'être le seul groupe sur la terre à ne pas céder à l'Union de la gauche.

Il n'en reste pas moins que refuser à priori tout accord unitaire, c'est considérer comme normale et inévitable la cartellisation de l'extrême-gauche, sans même prendre la peine de se battre pour l'éviter.

Ceux qui développent ce sectarisme irresponsable doivent en mesurer les conséquences politiques : au moment où des dizaines de milliers de travailleurs radicalisés cherchent confusément une alternative à l'Union de la Gauche dont ils ressentent la pression grandissante, théoriser la division sans même chercher à expliquer sur quoi portent les divergences et sur quoi pourrait se faire l'unité, cela ne peut que nourrir leur scepticisme vis-à-vis de toutes les organisations révolutionnaires, cela

ne peut à terme qu'aboutir à en rejeter une partie dans les bras de l'Union de la Gauche.

Si aucune alternative unitaire sur des bases claires par rapport au Programme Commun n'apparaît à l'extrême-gauche, que retiendront les travailleurs ? Qu'il y a un groupe révolutionnaire avec un programme juste, et d'autres qui sont des capitulards ? Sûrement pas : ils ne retiendront que l'image d'un sectarisme incompréhensible, et beaucoup — qui regardaient vers les révolutionnaires en attendant quelque chose d'eux — risquent de s'en détourner.

Cela ne pourra que restreindre dans l'immédiat l'audience des révolutionnaires dans la classe ouvrière, et rendre leur tâche plus difficile pour l'avenir.

C'est pourquoi l'enjeu de cette bataille unitaire est décisif. Il dépasse de très loin le 5^e arrondissement et les élections en général. Ce qui est en question, ce sont les forces dont disposeront les révolutionnaires pour jouer un rôle dans les luttes de classes dans les années qui viennent, notamment si l'Union de la Gauche arrive au gouvernement.

La LCR pense qu'unité et clarté ne sont pas incompatibles. Il serait normal que ceux qui pensent le contraire s'en expliquent publiquement auprès des travailleurs.

F.L.

Aujourd'hui, journée « contre le chômage et pour l'emploi des jeunes »

BARRE OUVRE LA CHASSE AUX CHOMEURS

LES 35 HEURES ? C'EST POSSIBLE !

Un million trois cent mille chômeurs sans ressources, isolés, désespérés à chercher indéfiniment dans les petites annonces, à faire la queue aux ANPE. Le mouvement ouvrier se doit d'établir le lien avec les travailleurs actifs, par le soutien qu'il peut apporter aux comités de chômeurs mais aussi et surtout en développant les revendications qui unifient travailleurs actifs et chômeurs. Lutter dans les entreprises pour les 35 heures c'est imposer de nouvelles embauches au patronat, en établissant dans chaque atelier, chaque service les besoins en effectif nouveaux. C'est en posant cet objectif clair que les chômeurs pourront se tourner avec confiance vers le mouvement ouvrier, qu'ils pourront lier leur lutte à celle des travailleurs actifs.

Mais la nécessité d'une réduction massive du temps de travail ne se limite pas au problème du chômage, elle se relie aussi au type de société que nous voulons construire.

On ne peut envisager une intervention active des travailleurs dans les luttes, une volonté

d'imposer leur contrôle sur la vie sociale si l'on en reste aux quelques heures de loisir que leur laisse les patrons. Le programme commun prévoit l'attribution d'une heure mensuelle d'information syndicale. C'est notoirement insuffisant pour donner les moyens de la démocratie syndicale, le temps de faire de la politique et de ne plus déléguer ses intérêts à des représentants qu'on ne contrôle pas.

Lutter pour la réduction du temps de travail à 35 heures, c'est aussi faire contre-feu à toutes les tentatives qui visent à marginaliser les femmes de la vie sociale. Toutes les solutions qui veulent développer le travail à mi-temps des femmes, ont pour conséquence de les maintenir dans leur oppression de ménagères et de mères de famille. Pour que l'éducation des enfants, par exemple, soit prise en charge collectivement, il faut, certes, des équipements collectifs, mais aussi et surtout du temps.

La semaine de 35 heures tout de suite, est un test pour le socialisme que nous voulons construire.

En un mois le chiffre des chômeurs inscrits aux ASSEDIC a grimpé de 13,5 % par rapport au mois d'août. En tout il y a 1 319 628 chômeurs comme l'annonce la CGT.

C'est le moment qu'a choisi Barre, deux jours avant le 23 octobre pour ouvrir la chasse aux chômeurs. Tout d'abord, par la création d'un corps spécialisé d'inspecteurs qui ont tout pouvoir pour traquer les « faux » chômeurs : visites imprévues à domicile, filatures discrètes dans la rue. C'est le souci qu'a exprimé Barre dans une lettre à son ministre du travail Beullac pour montrer l'attention qu'il porte au problème de l'emploi. A défaut de réduire le chômage, on essaye « d'assainir » les listes de plus en plus longues de l'ANPE.

C'est contre ce cynisme que se mobilisent aujourd'hui les jeunes qui représentent près d'un chômeur sur deux, tous les travailleurs qui ont vu leur entreprise fermer.

La journée du 7 octobre avait rassemblé plus de six millions contre le plan Barre, les plus grosses manifestations depuis 68. Malgré cela, la majorité qui joue dans l'austérité ses dernières chances, n'a pas reculé. Dans ces conditions la journée du 23 qui est centrée sur un terrain plus restreint apparaît en retrait.

« Nous croyons qu'il ne faut pas laisser passer le débat budgétaire à l'Assemblée Nationale sans une nouvelle initiative d'action » explique Georges Séguy dans une interview parue dans le Monde d'aujourd'hui. On est loin des déclarations fracassantes au lendemain du Plan Barre où l'on parlait de « refuser en bloc ce plan de régression sociale ».

De quoi désorienter ceux qui s'étaient mobilisés pour faire échec à l'austérité. D'autant plus que la journée du 23 s'annonce sans réelle plateforme unitaire.

Jeune chômeur, voici tes maigres droits

Autant dire, les droits du jeune chômeur sont bien maigres. L'aide que tu es en droit de réclamer débouche sur des allocations financières de misère. Tu y as rarement

« Les statistiques actuelles de l'emploi telles qu'elles sont enregistrées par l'agence nationale donnent une vision imparfaite de la situation ». Cette déclaration de Raymond Barre, extraite d'une lettre au ministre du Travail, a au moins le mérite de la clarté. Le gouvernement semble décidé à opérer une « clarification et un approfondissement des statistiques ». Autrement dit, les statistiques de l'ANPE surestiment le chômage et il faut mettre sur pied un groupe de travail qui devra élaborer de nouveaux critères pour être classé « chômeur ».

droit tout de suite, parfois il faut attendre plusieurs mois. Elle est calculée en fonction du nombre et de la valeur des diplômes : les plus nombreux, ceux qui n'en ont pas, ceux qui ont le CAP, ceux qui sont en apprentissage, sont ainsi les plus défavorisés.

Si tu viens d'être licencié, si tu quittes le CET avec ou sans ton CAP, si tu quittes l'apprentissage à la fin du contrat ou à sa rupture, la première chose à faire est d'aller le plus vite possible t'inscrire comme « demandeur d'emploi » à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE). Fais-le même si tu espères trouver un boulot dans les deux ou trois jours. Tes droits sont alors de trois ordres.

1 — droit à être couvert par la Sécurité sociale. Les « mineurs », les moins de 18 ans, continuent de toute façon à bénéficier de la Sécu et des prestations sociales de leurs parents.

2 — droit à consulter les annonces du « libre service emploi » de l'ANPE. Libre service ? Le mot est bien pompeux. Après un feu de paille à la rentrée où l'embauche est toujours plus importante, tu ne trouveras que quelques dizaines de propositions par agence, exigeant très souvent des niveaux de qualification élevés.

3 — droit, sous certaines conditions, à des allocations de chômage. Elles sont de deux sortes : l'allocation

d'aide publique, versée par l'Etat, et l'allocation ASSEDIC, versée par les cotisations des travailleurs et des patrons.

Si tu ne retrouves pas d'emploi après ton apprentissage sous contrat réglementaire, tu peux en bénéficier immédiatement. Mais selon que tu es allé jusqu'au terme de ton apprentissage ou qu'il a été rompu, les allocations n'auront pas la même importance. Considéré ainsi comme un emploi salarié, avec les droits de n'importe quel travailleur ayant perdu un emploi, l'apprentissage est chez les jeunes chômeurs une exception.

Moins de 16 ans ? Rien !

En effet si tu as 16 ans au moins, que tu cherches un emploi et que tu n'as pas au minimum le CAP, tu n'as droit à rien du tout ! Si tu as le CAP, tu toucheras trois mois après ton inscription à l'ANPE, l'allocation d'aide publique. Si tu as moins de 18 ans, que tu vis chez tes parents, que tu n'as pas la qualité de « chef de ménage », tu ne toucheras que 4,50 F par jour. Si tu as plus de 18 ans, que tu n'es pas chez tes parents ou que tu es « chef de famille », tu toucheras 13,50 F par jour !

Si tu as le CAP, tu toucheras aussi les allocations ASSEDIC, mais au bout de six mois après ton inscription ! Elles sont de 35 % du SMIC.

Il existe d'autres droits (l'allocation logement pour les jeunes, le statut de « soutien de famille », les primes de « transfert »). Pour les connaître consulte les brochures syndicales que nous indiquons ci-contre.

● Si tu es au chômage, procures-toi des livres et brochures édités par les syndicats, après des unions locales. L'Union régionale parisienne (URP) de la CFDT a réalisé une brochure assez complète intitulée « Travailleurs sans emplois, vos droits ». La CFDT a également publié un « guide pratique juridique » et un « guide pratique des jeunes » qui contient des renseignements sur le travail, l'embauche, le chômage mais aussi la vie quotidienne, les loisirs, la contraception... La CGT sort actuellement un dépliant « jeune chômeur, connais tes droits ». Elle a également édité un livre, aux Editions sociales, « Chômage : la jeunesse accusée » qui rend compte des « Etats généraux des comités CGT de jeunes sans emploi », réunis le 11 mars de cette année. Il contient de nombreux témoignages.



Le bluff des solutions gouvernementales

Le gouvernement a, paraît-il, des solutions au chômage. Qu'en est-il ?

L'opération « 50 000 jeunes » fut lancée en 1975. Elle proposait de donner à 50 000 jeunes sans emploi, une préformation durant neuf mois pour 320 F de salaire mensuel (porté à 370 F le 1^{er} juillet 1975). Selon Paul Granet, 16 000 jeunes avaient « bénéficié » de cette mesure au début de l'automne 75. Selon les chiffres donnés par la revue Politique Aujourd'hui (sept-oct 75), ils étaient en fait seulement 9 000 ! Le livre de la CGT, « Chômage : la jeunesse accusée », contient le témoignage d'un des heureux élus : « le stage s'est terminé fin décembre 75, et depuis exactement deux mois, je suis toujours au chômage. Je ne touche que l'aide publique, c'est-à-dire 370 F par mois ».

Les « contrats emploi-formation » devaient permettre d'éliminer des statistiques 50 à 80 000 jeunes demandeurs d'emploi. Ils concernaient des jeunes de 16 à 25 ans. Il s'agissait d'une prime donnée aux employeurs qui acceptaient d'embaucher des jeunes pour six mois au moins, un stage de formation étant obligatoire durant cette période. Anecdote significative : il a fallu préciser que les employeurs ne devaient pas licencier de personnel pour lui substituer ces « stagiaires ». Récemment lors d'une rencontre avec la presse, un responsable du gouvernement reconnaissait qu'à la fin de juillet 1976, à peine 13 000 contrats avaient été signés.

Dernière « solution » : les stages de formation continue pour les jeunes sans emploi. Il s'agit là d'un pudique masque mis sur la face du chômage. Un masque de taille puisque trois cinquièmes des crédits consacrés par l'Etat à la formation professionnelle concernent des travailleurs sans emploi, en particulier des jeunes à la recherche du premier emploi. Une goutte d'eau que décrit dans le même petit livre de la CGT un jeune stagiaire en formation continue dans le Var : « Le scandale n'est pas seulement que ces stages servent de paravent devant le chômage actuel, mais en plus, depuis cinq mois, nous n'avons jamais vu la couleur des chèques. Pourquoi faut-il attendre plusieurs mois pour percevoir l'indemnité de stage ? ». Quant à trouver un travail à la sortie...

A LA SORTIE DU CET

Parmi les jeunes, après les apprentis et ceux qui quittent l'école sans aucune formation professionnelle, les collégiens des CET seront, à leur sortie du CET, les premières victimes du chômage. Anne-Marie et Patrick ont quitté, l'an dernier, le CET. Ils ont, très provisoirement, trouvé du boulot.

Les diplômes, ils les ont. Anne-Marie a eu un CAP de sténo-dactylo, Patrick le CAP et le BEP d'électro-mécanique. L'information sur les débouchés professionnels ? Anne-Marie : « Jamais de réunions. Ce qu'on avait, c'était l'intox continue de certains profs et de l'administration, sur le thème « vous allez voir, vous allez être secrétaire de direction ». Au début, toutes les filles y croyaient, elles se voyaient dans un métier en or ». Patrick : « A Sartrouville, nous avons eu droit à un « recruteur » des PTT, un de l'EDF, et même un de l'armée. Ça se faisait classe par classe, et on était pas très emballés ».

Le chômage, on en parlait lors des luttes. Anne-Marie : « Les illusions des filles ont fondu comme neige au soleil. Dans les AG, on mettait l'accent sur la réalité de l'emploi des dactylos, les conditions de travail dingues ». Anne-Marie a pourtant trouvé tout de suite une place : « Au début j'étais employée

comme stagiaire-étudiante, ce qui permettait au patron d'économiser sur mon salaire. Ensuite je suis devenue employée mais avec un contrat de pas plus de 6 mois. Il y avait déjà des licenciements dans l'air ». Patrick aussi a trouvé du travail, comme mécanicien P 1 (10,30 F de l'heure). « Comme quoi, les employeurs se moquent éperdument des diplômes des collégiens, puisque j'avais le CAP et le BEP d'électro-mécanique et qu'ils n'en n'ont pas tenu compte ». Il va, en équipes, sur des chantiers, pour installer des systèmes de chauffage. A la boîte, il était regardé un peu comme la bête rare : un jeune de CET arrivant à trouver du travail tout de suite.

Anne-Marie va bientôt s'inscrire à l'ANPE. Patrick va quitter son travail parce qu'on y est « trop dispersé », isolé dans son équipe, et qu'il préfère une grande boîte « où le combat syndical est possible et payant ». S'il la trouve ! De leur expérience, ils concluent que les syndicats, selon Anne-Marie, « doivent aider les collégiens à faire connaître les revendications essentielles : la reconnaissance des diplômes par le patronat, la garantie de l'emploi pour les jeunes embauchés, le droit à un emploi à leur qualification, l'égalité de salaire pour les garçons et les filles ».

NILES GALERIES SAINT-BRIEUC

LES CLIENTS SOLIDAIRES DES GREVISTES

Depuis le 29 septembre, les travailleurs des Nouvelles Galeries sont en grève. Tous les jours des piquets de grève informent les travailleurs dans l'artère principale de St Briec et collectent des fonds de solidarité. Un comité de soutien a été créé et prépare un gala de soutien pour le 29 octobre. La grève est populaire. Pour plusieurs raisons.

D'abord parce qu'elle est le phare des luttes contre le plan Barre et manifeste la volonté des ouvriers de la région. Aux galeries, certains salaires sont inférieurs à 1500 F et la plupart n'exède pas 1800 F. Ensuite parce que les bas-salaires, le sous-emploi, le chômage sont des réalités quotidiennes en Bretagne. Enfin parce que la situation des femmes dans les entreprises bretonnes est souvent à peine croyable. Pas loin de là, à Stalaven, un petit chef avait l'habitude de frapper les femmes. Aux Nouvelles Galeries ce sont les vexations, les brimades, le chantage aux licenciements. Et comme le client est roi, la vendeuse se doit d'être « présentable », gentille, etc

De curieux photographes

La grève est combative. La majorité de la population se refuse à acheter aux Nouvelles Galeries pour ne pas briser la grève. Les patrons et les cadres passent maintenant leur temps à photographier le personnel en lutte et ceux qui les soutiennent, à racoler les clients dans la rue et à provoquer les grévistes en suscitant des incidents. Samedi dernier la direction a fait mieux : elle a séquestré des clients et des militants du comité de soutien qui exigeaient la restitution d'une pellicule photo. Le patron a fermé le magasin une demi-heure avant l'heure habituelle. La CFDT a porté plainte et fait constater la séquestration par huissier. Elle a porté plainte contre le patron transformé en reporter pour l'occasion.

A qui étaient destinées les photos ? Nous ne pensons pas que la direction cherche à se constituer un bel album de photos-souvenirs d'une grève qui tourne pour elle au cauchemar. La grève risque d'être longue car la direction, suivant les consignes du patronat local, a ordre de ne rien céder. Un conflit qui a valeur de test.

Correspondant

SUD ACIER TOULON

Comment on liquide une entreprise

Après leur participation à la manifestation du 7 octobre, les travailleurs de Sud acier continuent l'action et préparent activement la journée du 23 octobre. Une importante délégation de l'entreprise doit se rendre samedi au rassemblement de Marseille, « cercueil de Giscard » en tête.

D'autre part, les travailleurs se tiennent prêts à réagir contre toute tentative de démantèlement de l'usine. En effet, les responsables syndicaux ont été convoqués mardi dernier au tribunal des référés par l'entreprise Barla (ramassage d'ordures) qui veut récupérer quatorze bennes louées à Sud acier. La réponse de la CGT a été claire : pas question de laisser sortir quoi que ce soit. De toute façon, c'est l'ensemble du personnel qui décide et qui devrait donc être convoqué. Décision mardi prochain.

Pour faire face à toute éventualité, les travailleurs ont mis sur pied un système d'adresses pour se réunir le plus rapidement possible. Vig-

lance d'autant plus nécessaire qu'on commence à s'agiter beaucoup autour de l'affaire de Sud acier.

Un système d'adresses

Le syndicat n'a que jusqu'à la fin de l'année pour régler cette histoire. Son adjoint, M. Audibert, qui représente par ailleurs les ferailleurs envers lesquels Sud acier a des dettes importantes a réuni, paraît-il, un important dossier destiné au tribunal de commerce, qui apporterait des preuves sur des transferts de capitaux entre l'Italie, l'Allemagne, la Suisse et la France, sous couvert de transactions commerciales.

Le fait que des inconnus aient brûlé sa voiture, rangée devant son domicile, travail de spécialistes rapelant les méthodes des barbouzes, est-il sans rapport avec ces découvertes ?

Les travailleurs, eux, tout en attendant avec intérêt ces révélations, continuent à se battre pour leurs droits. Pour élargir l'action, un contact a été pris avec ceux de la « Provençale », petite entreprise métallurgique de 120 travailleurs dont le bilan a été déposé en mars 76, et occupée depuis lors. A l'issue de ce contact, un communiqué a été publié qui déclare notamment : « Les deux syndicats (CGT) se sont mis d'accord sur un certain nombre d'actions pour les semaines à venir (...). Le principe de la tenue régulière de ces réunions de coordination a été retenu par les deux syndicats qui réaffirment que seule la lutte apportera une solution au sort des quelques 700 chômeurs que réunissent à eux seuls Sud acier et la Provençale. »

Correspondant

CAISSES D'EPARGNE

La grève est reconduite à Paris

● 18^e jour de grève à Paris ; manifestation mardi

Le jeudi 21 octobre était marqué par un arrêt de travail de 24 h dans toutes les caisses d'épargne de France à l'appel des organisations syndicales SUACCE et CFDT.

Certaines caisses se sont mises en grève pour la première fois dans leur existence. Le taux des grévistes a dépassé 90 % dans de nombreuses régions : Rhône-Alpes, Bretagne, Région Parisienne. La moyenne nationale étant de 80 %.

A Paris où le personnel en est à son 18^e jour de grève sur la base d'un cahier de revendications spécifiques qui s'ajoute à l'exigence du maintien du statut l'assemblée générale réunit un nombre encore plus grand de participants : 12 succursales seulement, contre 34 sur 146 les jours précédents ont été ouvertes. Le siège central a été entièrement paralysé. La grève a été par 912 voix sur 943 présents. Nouveau record depuis du conflit qui dure depuis le 6 octobre !

Plusieurs parlementaires des partis de gauches sont intervenus au Sénat et à l'Assemblée nationale afin de demander l'ouverture de négociations.

Le gouvernement par l'intermédiaire de Durafour a répondu en soutenant la position de la direction, ce qui confirme que les attaques contre les avantages acquis du personnel des caisses d'épargne s'inscrivent parfaitement dans le plan Barre.

Cette réponse n'a pas impressionné le personnel en lutte. Il reste plus que jamais déterminé à forcer le conseil d'administration à ouvrir et à lui faire accepter la totalité de son cahier revendicatif. Il invite tous les déposants victimes, comme lui de l'intransigeance patronale à faire pression sur la direction en réclamant l'ouverture de négociations.

Les organisations syndicales ont décidé de participer à la journée du 23 pour populariser la lutte. Ils tiendront un stand place de la République.

Une manifestation renforcée par délégations régionales sera organisée le 26 octobre au siège de l'Union nationale patronale en vue de protester contre la remise en cause du statut.

Correspondant

LILLE DESOMBRE

« Banquiers, sangsues des travailleurs » !

Les travailleurs de chez Desombre (entreprise textile de la périphérie de Lille, occupée depuis près d'un an par les ouvrières) ont choisi le mercredi 20 octobre, date anniversaire de la première tentative des flics d'investir l'usine pour faire entendre leur voix et marquer leur détermination grandissante.

Ensemble, elles ont occupé le siège lillois de la BNP ; ensemble, elles ont distribué un tract à la population et au personnel, qui dénonçait le rôle joué par les banquiers lors des fermetures d'entreprises, très nombreuses dans la région lorsqu'ils choisissent de fermer le robinet de crédit, pour rendre toute activité impossible dès que les profits ne leur paraissent plus assez « juteux »...

Ensemble, elles ont riposté à l'intervention policière en criant : « Les banquiers peuvent payer ! Banquiers, sangsues des travailleurs ! Les banquiers s'enrichissent, les travailleurs s'appauvrissent ! Les inégalités grandissent ! »

Par ailleurs, des rumeurs de plus en plus insistantes circulent à propos d'une éventuelle intervention policière dans l'usine même : soit pour enlever certaines machines que l'ancien patron réclame, soit pour vider carrément les ouvrières de l'entreprise...

En effet, plusieurs facteurs contribuent à rendre inquiètes « les autorités civiles » : écho important que recueillent les ouvrières de Desombre à chacune de leurs manifestations, mais aussi l'échéance de la suppression des allocations familiales se rapprochant les ouvrières envisagent de manière de plus en plus précise des formes d'action nouvelles, en tout cas plus dures...

Dans tous les cas, il est clair que la mobilisation du mouvement ouvrier local, de tous les travailleurs combattifs qui ont vu dans la lutte de Desombre un exemple et une motivation supplémentaire de combattre le chômage serait immédiate et massive. Même avec les flics, on

n'arrivera pas à casser la lutte ouvrière la plus célèbre de la région... Nous sommes sur nos gardes, au côté des travailleuses.

Correspondant Lille

en lutte

ORLEANS : L'HOPITAL EST EN GREVE...

L'hôpital d'Orléans est en grève depuis jeudi sur les revendications suivantes : 2 300 F minimum, 300 F pour tous, une prime pour 13 h supplémentaires, la titularisation des auxiliaires, l'augmentation des effectifs, la 5^e semaine de congés payés. Jeudi 28 une grève départementale de la Santé est envisagée.

Correspondant

MAS-TOULOUSE : POUR 90 CENTIMES DE PLUS !

Depuis le 6 octobre, l'usine Mas à Toulouse (soit 800 travailleurs pour la plupart des femmes) est en grève. Nous exigeons : 90 centimes de plus par heure, soit trente centimes supplémentaires par rapport aux accords nationaux. Il faut tenir compte du fait que dans cette entreprise les salaires sont misérables : environ 1 400 F.

Pour la première fois, la grève est massive, et touche même les bureaux. Elle est organisée par les travailleurs eux-mêmes qui prennent

FOS

Luttes et répression anti-syndicale

Depuis plusieurs semaines Férifos, petite boîte de la métallurgie (120 travailleurs) est en grève sur des revendications propres à l'entreprise. A la suite d'accrochages avec la direction, le secrétaire du CE a reçu son préavis de licenciement en début de semaine.

La riposte s'organise aussitôt : les piquets de grève se renforcent pour résister aux nombreuses provocations de la direction et de la maîtrise qui a enfoncé le piquet plusieurs fois.

Entre temps la solidarité s'organise autour de l'UL-CGT de Fos, des métallos d'Ugine Acier et des dockers de Port-Saint-Louis du Rhône qui apportent leur soutien aux grévistes de Férifos.

Jeudi, les grévistes et les militants de l'UL-CGT Fos barrent les routes de la zone en distribuant des tracts. La réponse de patronat et du pouvoir est immédiate : trois cars de gardes mobiles traquent les travailleurs jusqu'aux portes d'Ugine Acier, où un débrayage de solidarité est immédiat. Hier quatre délégués syndicaux de Férifos comparaissent devant le tribunal d'Aix en Provence.

Cette convocation a été notifiée il y a deux jours sous le motif « d'entrave à la liberté du travail ». Les luttes se multiplient sur la zone de Fos : résistance à l'installation d'une caserne de CRS dans les locaux du foyer de jeunes travailleurs de Courbedonne, grève de Sérifos, grève à la compagnie Maritime Charles Le Borgne à Port Saint-Louis à la suite du licenciement, mécontentement des travailleurs d'Ugine Acier qui ont fait plusieurs débrayages.

Dans ce contexte, l'affaire de Férifos est significative de la politique patronale et gouvernementale et du mécontentement ouvrier. La riposte unitaire des travailleurs de la zone de Fos est la seule capable de faire reculer le pouvoir.

Correspondante

les décisions en assemblée générale, sur propositions des délégués, la plupart du temps.

Les ouvrières ont déjà fait le tour de la plupart des entreprises de Toulouse pour obtenir un soutien moral et financier de la classe ouvrière toulousaine.

Correspondantes grévistes

CREDIT LYONNAIS PARIS : LEVEE IMMEDIATE DE TOUTES LES SANCTIONS...

Vendredi matin, la direction recevait les dirigeants syndicaux nationaux CGT, CFDT, FO au sujet des sanctions prises récemment : retenue des 10 % sur le 13^e mois à deux militants CGT.

Parallèlement, 500 personnes s'étaient réunies en manifestation dans le hall de l'agence centrale à l'appel de la CGT, CFDT et FO. Les représentants syndicaux devaient quitter rapidement la salle de la direction, celles-ci n'ayant pas hésité à provoquer le personnel en demandant des sanctions supplémentaires.

Après information, la colère s'empara des grévistes, la manifestation monta dans les couloirs de la direction et en fit le siège pendant une demi-heure. Ensuite, la manifestation sortit dans la rue pour aller occuper le siège de l'agence centrale pendant une heure.

Correspondant



ECOLE

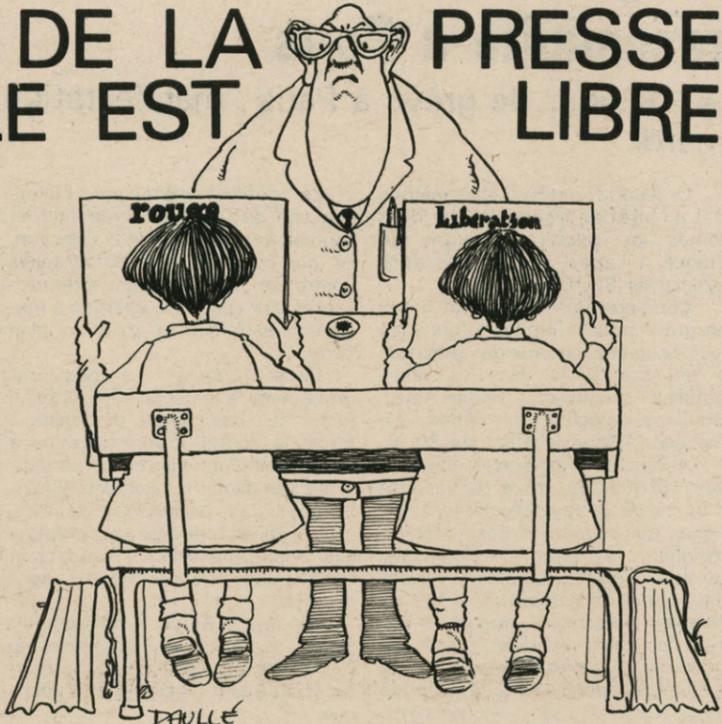
Rouge, Libé... dans les classes

L'USAGE DE LA PRESSE A L'ECOLE EST LIBRE

Rien n'autorise désormais à interdire l'accès des établissements scolaires à la presse d'extrême-gauche. Rouge, Libération, ... peuvent être utilisés dans les classes comme matériel pédagogique au même titre que tous les autres journaux. C'est ce qui ressort d'une lettre adressée à l'inspection générale de l'instruction publique par Haby lui-même, à la fin du mois de septembre.

Il y affirme qu'il faut « attirer l'attention des professeurs sur l'intérêt que représente l'usage pédagogique de la presse ». Il s'y déclare partisan d'une initiation à la « pédagogie de la presse ». Radin, il n'offre pourtant pas de rallonge de crédits pour l'occasion et propose « que les élèves fournissent eux-mêmes » les documents. Enfin, il précise que « le recours à la presse comme document de travail doit s'effectuer sans exclusive aucune ».

Cette lettre-circulaire rend officielles les déclarations faites auparavant par le ministre de l'Education. Ainsi les 23 et 24 avril dernier, à l'occasion de leurs journées d'études sur « le journal dans l'enseignement », il avait répondu aux questions des rédacteurs en chef de quotidiens de province. Ces réponses furent publiées par « le courrier de l'Education », bulletin de propagande du ministère, le 24 mai 1976. L'une d'elles est dénuée de toute ambiguïté. A la question : « l'apprentissage de la lecture des journaux dans la classe s'étend-il à toutes les publications ? », Haby a répondu : « Naturellement, l'utilisation d'articles de journaux dans la classe s'étend à toutes les publications »; le ministère n'entend pas prononcer d'exclusives ou



recommander tel ou tel journal. Il appartient au maître d'effectuer les choix en fonction de l'intérêt que présentent les publications, compte tenu des objectifs généraux à atteindre et éventuellement du sujet traité... La diversité des articles est un gage d'objectivité, elle est nécessaire pour garantir la valeur critique des exercices ». C'est donc clair : on a le droit et l'enseignant n'a pas à rendre de comptes en la matière.

Il importe de faire connaître ces déclarations et de s'en prévaloir. Car cela n'ira pas tout seul. Haby a en effet accompagné, dans sa lettre aux inspecteurs généraux, son libéralisme de principe de restrictions volontairement imprécises. Il a rappelé l'hypocrite règle de « neutralité » qui est celle de la liberté totale pour la propagande gouvernementale.

« Le ministère ne saurait ni recommander, ni interdire l'appel à certains journaux. Mais cette liberté doit se donner les limites rigoureuses. J'entends en effet que les maîtres se limitent strictement à viser des buts pédagogiques... L'utilisation de la presse ne peut servir de prétexte à des développements partisans ». Mais la presse n'est-elle pas inévitablement partisane ?

Il y a là une contradiction évidente pour le ministère. Contradiction entre la protection de l'endoctrinement officiel, quotidien, de l'institution scolaire et l'adaptation à une évolution inévitable. Une contradiction dont il faut s'emparer dans les classes, les foyers socio-éducatifs, les salles de documentation pour contribuer à faire reculer les murs de l'école quotidienne.

J. Krasny

TRIBUNE des luttes

ENFANCE INADAPTEE

Intersyndicale CGT et CFDT des CEMEA de Phalampin (Lille)

Le ministère de la Santé fait actuellement supporter la crise du régime capitaliste au secteur de l'Enfance inadaptée en réduisant le financement des formations et en obligeant de ce fait les employeurs à se réorganiser pour continuer à subsister. Conséquence de cette politique, les centres de formation ont dû fermer, des compressions et des licenciements ont eu lieu dans de nombreuses écoles. A son tour la direction des CEMEA (association loi 1901 connue pour des actions de formation des animateurs de colonies de vacances, gestionnaires en France de 5 centres de formation d'éducateurs dont celui de Phalampin) impose en janvier 1976 la nécessité de changement de statut des 5 écoles et fait alors des propositions d'autonomie juridique et financière pour ces 5 centres de formation qui représentent 100 salariés, 1000 élèves, les syndicats CGT et CFDT dénoncent alors un tel démantèlement du secteur « éducateurs » qui s'inscrit dans la politique anti-sociale actuelle du pouvoir. Politique qui se traduit par des fermetures d'établissements de licenciements et de nombreuses atteintes à la formation. Les syndicats considèrent que la direction des CEMEA en voulant rendre les écoles juridiquement autonomes fait objectivement le jeu du pouvoir. En effet, les écoles ainsi isolées auront de moyens très faibles pour résister aux pressions ministérielles, le pouvoir agira pour diminuer les effectifs d'élèves, compresser les personnels, imposer des normes de fonctionnement, d'où la remise en cause de la sécurité de l'emploi, du maintien des conditions de travail et de la qualité de la formation. Ce projet de restructuration met donc en péril l'emploi de 100 salariés, plus les vacataires et la formation de 1000 éducateurs, puisque la direction devra licencier son personnel pour imposer un changement de statut. D'autre part les syndicats CGT et CFDT, dénoncent fermement l'attitude autoritariste, anti-démocratique et anti-syndicale dont fait preuve la direction des CEMEA à l'encontre des salariés. En menant les négociations avec les syndicats dans une impasse, en rompant unilatéralement en mars et en septembre 1976 les négociations avec les organisations syndicales, en critiquant l'action du syndicat et en dénonçant l'attitude courageuse des actions de militants syndicaux, la direction fait un chantage à la fermeture complète de certains centres de formation.

ARRÊT DE LA GREVE DES R.U

A Rennes et à Brest, les personnels des restaurants universitaires, en grève depuis respectivement trois semaines et 11 jours, ont voté la reprise. Une reprise dans l'amertume, car rien n'a été obtenu sur les licenciements, les conditions de travail et les salaires. La direction du Centre régional des oeuvres universitaires n'a jamais accepté de négocier. La grève est restée isolée.

GREVE A MONTAIGNE

A la porte du lycée Montaigne, dans le 6^e arrondissement de Paris, un gars diffusait le 20 octobre un tract d'appel à la journée du 23 contre le chômage des jeunes. Un flic lui dit d'arrêter. Il refuse. Puis lance les tracts en l'air. On veut l'embarquer. Les lycéens s'interposent. Le censeur sort et note le nom des présents. Un lycéen lui crache dessus. Hier matin, il fut viré sans conseil de discipline...

Une assemblée générale a voté hier majoritairement la grève en riposte.

Ulla tente un procès à Paris-Match

Ulla porte plainte contre Paris-Match, à cause d'un article qu'elle considère « intolérable non seulement comme atteinte à sa vie privée mais en ce que qu'il présente une image dégradée d'elle à un public qui maintenant la connaît bien ».

Ulla ancienne chef de file des prostituées lyonnaises, avait renoncé à la prostitution, et travaille à présent dans une société d'édition.

LOGEMENT

A Haguenau (Alsace)

DES HLM, UNE ESCROQUERIE ET UN CADAVRE

Le directeur de l'Office des HLM du Bas-Rhin, M. Dahlet a été trouvé mort dans le grenier du siège de l'Office le 9 septembre dernier. La veille, il avait été entendu par les enquêteurs du Service régional de police judiciaire. Avant de mourir, il aurait écrit dans une lettre : « Je ne démissionne pas, je disparaiss, mon seul tort est d'avoir fait trop confiance ».

Bizarre ? Voici donc le dernier élément en date d'une affaire de fausses factures qui est apparue au grand jour, progressivement depuis deux ans.

1974 : à la cité HLM de Daubensand à Haguenau, deux enfants meurent brûlés : les calorifères n'avaient pas été nettoyés. Depuis longtemps les locataires de la cité s'en plaignaient à l'offi-

ce HLM, mais sans réponse. Ils apprennent alors qu'une entreprise de la région était chargée depuis vingt ans de l'entretien des calorifères, pour cela elle aurait reçu, escroqué, au moins 300 millions d'AF en 3 ans. Les enquêteurs confirment : au moins 55 millions d'après de fausses factures. L'Office cherche alors la conciliation et demande le remboursement de factures, en particulier une au montant étrange de 29 000 F alors qu'il aurait dû être de 3 000 F. L'entreprise envisage de payer, mais elle pose comme condition que l'Office oublie le reste du dossier.

Les HLM se constituent alors partie civile, et l'affaire va devoir passer en justice, un ingénieur est inculpé, d'autres personnes de l'Office sont aussi suspectées. (d'après Uss'm follik)

MAREE NOIRE

ACCALMIE PROVISOIRE

Le pétrole ne s'échappe plus du Boehlen, soit parce que les compartiments où se trouvaient les brèches se sont totalement vidés, soit parce que le fuel s'est solidifié. On attend néanmoins avec inquiétude la grande marée de samedi.

Le propriétaire du bateau a été mis en demeure de faire cesser la pollution. Cette mesure permet à l'Etat de lui imputer tous les frais après un délai de quinze jours.

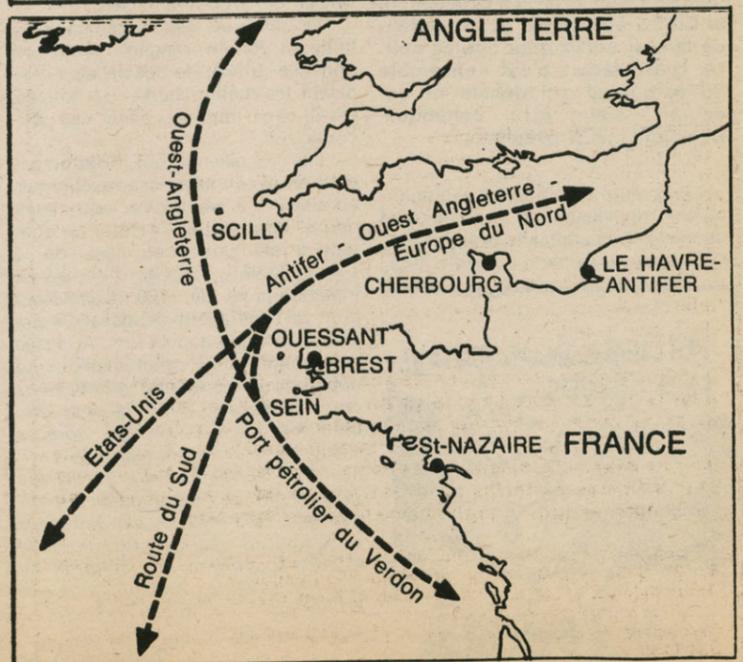
L'ensemble des communiqués syndicaux et des partis politiques (CGT, CFDT, PC, PS) demandent une réglementation des routes maritimes : en effet, c'est le quart du trafic pétrolier mondial qui emprunte la célèbre route, le « rail », au large d'Ouessant pour atteindre les grands ports pétroliers d'Europe du

Nord. Les bateaux passent le plus près possible des côtes, à la fois pour gagner de la distance et pour contrôler leur navigation-radar.

Il est vrai que la conférence du droit de la mer a finalement adopté une réglementation sur le transport d'hydrocarbures, en novembre 73. Mais cette convention n'entrera en vigueur que douze mois après avoir été ratifiée par au moins quinze Etats représentant la moitié du tonnage mondial des navires marchands. On est loin du compte. Et les pays qui accueillent les pavillons de complaisance ne se pressent pas de signer. Le système même des pavillons de complaisance est également une source d'insécurité, car il aboutit souvent à l'embauche d'équipages non homogènes et non expérimentés.

DIX ANS DE MARÉES NOIRES

Navires et dates	Pollution	Zones polluées
Torrey Canon (18/3/67)	180 km	Manche
World Glory (13/6/68)	50 000 t.	Afrique du Sud
Pacific Glory	200 km ²	Pas de Calais
Universe Patriot	220 km ²	Sardaigne
Olympic Alliance (12/11/75)	3 000 t.	Pas de Calais
Olympic Bravery (24/1/76)	800 t.	Ouessant
Urquiola (12/5/76)	90 000 t.	Côte Cantabrique



Le Mouvement Action Santé publie sa charte

Pour une médecine au service de la population et pour une organisation unifiée des médecins

Le Mouvement action santé (MAS) a rendu publique la charte qu'il a adoptée lors de son congrès, le 20 juin 1976. Né à la suite du manifeste des 600 médecins contre l'Ordre le MAS avait initialement pour fonction principale d'organiser la lutte contre l'Ordre et la défense des signataires du manifeste.

Mais rapidement s'est posé le problème de populariser les raisons

Le MAS se définit comme une organisation de médecins, et non une organisation regroupant médecins et « usagers ». Il considère que la définition d'une véritable alternative de santé doit être avant tout le fait des organisations de mouvement ouvrier, aux initiatives duquel le MAS est prêt à se joindre, comme l'a montré sa participation au cortège du 1^{er} mai.

Le MAS entend regrouper les médecins ayant un mode d'exercice différent (généralistes, hospitalier, etc.), cà, il considère que l'acte médical reste fondamentalement identique dans les conditions de notre société (relation singulière médecin-malade).

Organisation pour une médecine au service de la population, le MAS dénonce dans sa charte la médecine libérale, source de profit, et visant à restaurer la force de travail.

Le MAS dénonce en particulier la médicalisation de la société et de la vie quotidienne : « De plus en plus d'actes de la vie courante sont enfermés dans le champ de la médecine, comme la sexualité, l'élevage des enfants, la mort, etc... Cela justifie la mise sur le marché de produit prétendument « médicaux », allant du dentifrice aux petits pots, en passant par les maillots de corps ».

Cette médicalisation a des aspects répressifs marqués, surtout avec l'introduction de l'informatique en médecine (fichiers GAMIN, automatisation des DASS, etc...)

En ce qui concerne le statut des médecins, la charte dénonce le code de déontologie et sa règle du secret médical : cette notion, loin de recouvrir l'intimité du malade (qu'il n'est pas question pour le MAS de violer), est tout à la fois le secret du malade qui n'ose parler de son corps ni remettre en cause son

médecin, et le secret du médecin qui ne peut dévoiler publiquement les limites de son savoir, ni contester les autres médecins, même lorsque les intérêts de la population sont en jeu.

Luttant pour une organisation

de cette lutte : il est alors apparu que l'Ordre n'était que le produit d'un certain type de médecine avec lequel les médecins du MAS désirent rompre.

Aujourd'hui, le MAS se définit comme une organisation de médecins en lutte pour une médecine au service de la population, et pour une organisation unifiée de médecins.

unitaire de médecins, le MAS veut contribuer à dépasser l'atomisation actuelle, en donnant en exemple le Syndicat de la magistrature dont le caractère unitaire et la dimension nationale ont renforcé la crédibilité. Le MAS aura l'occasion de dévelop-

per ses arguments lors de la rencontre de tous les groupes de médecins, nationaux et régionaux, prochainement à Rennes.

Madeleine Verdi



les temps modernes

LANCEMENT DU CENTRE D'ORTHOGENIE ET DE PLANIFICATION FAMILIALE DE MASSY

16 rue Albert Thomas. Massy.

Du 23 octobre au 5 novembre le centre d'orthogénie de Massy organise un semaine d'action pour son lancement. Il nous communique : « Le centre d'orthogénie est un lieu d'information et de consultation médicale sur la vie sexuelle, la contraception, la procréation, c'est aussi un lieu de rencontre et d'action, une maison de quartier. Samedi 23 octobre : Animation dans le quartier de Villaine. Après-midi, « portes ouvertes au centre d'orthogénie. »

Lundi 25 octobre : 21 h parvis de la Vendée. Débat sur l'éducation sexuelle, avec la participation du film « dis maman comment naissent les enfants ».

Mardi 26 octobre : à 14 h et à 21 h au CSE de Villaine. Débat autour du film : la vie au féminin. Jeudi 28 octobre : 21 h au CSE P. Baillart : Echange de vue et discussion : « les femmes dans la lutte sociale et syndicale. Projection d'un film-vidéo : la lutte des femmes à Lip et ailleurs ».

Vendredi 5 octobre à 21 h. Bibliothèque publique : débat avec Madeleine Laik autour de son livre : « fille ou garçon »

BOURDIGUEROS

Ce soir, à 21 h, une soirée de solidarité avec ceux de Bourdigou (voir Rouge d'hier) est organisée au Moulin de Prades-le-Lez, près de Montpellier. Il y aura des films, des diapos, du théâtre. L'initiative est soutenue par l'Association de défense du littoral.

FALLAIT Y PENSER

Le comité d'étude sur la violence mis en place par le gouvernement et présidé par Roger Peyrefitte a reçu, il y a quelques jours, Raymond Aron, éditeur bien connu du Figaro. Celui-ci a lancé une idée géniale : pour parer à la recrudescence de violence dans la société moderne, il faut rétablir l'institution du Carnaval qui permet aux individus de se défouler et de dire ce qu'ils pensent pendant quelques jours. Ça soulage, et après, on retourne bosser bien calmement. Plus ça va, et plus il pense fort, cet Aron-là.

BISCOTIN-BISCOTON

Réunion de lecteurs de la Biscotte, journal de contre-information du Val d'Oise, samedi 23 octobre à 15 heures, MJC de Villiers-le-Bel, avenue Pierre-Sémard.

LES ZANTINUCLEAIRES

Le comité de coordination des organisations anti-nucléaire du Val-de-Loire organise un rassemblement anti-nucléaire le dimanche 24 à Beffes, dans le Cher, sur un des sites envisagés pour l'implantation d'une centrale. A partir de 12 h 30, on se retrouve à Beffes, avec son casse-croûte, bien sûr.

Fontainebleau

Procès de trois contestataires de l'Ordre

Dans la série des procès intentés par l'Ordre contre les signataires du manifeste des 600, pour refus de paiement de cotisation, trois médecins du MAS ont comparu dimanche devant le tribunal d'instance de Fontainebleau, pour la deuxième fois en un mois. La nouvelle audience s'est soldée par un report au 29 novembre. Ce report marque un nouvel échec.

Depuis un mois, des exceptions pour incompétence ont été soulevées par les défenseurs du MAS : si l'Ordre est un service public, comme il le prétend, il a seul le pouvoir exécutif de recouvrer la créance. Dans le cas inverse, c'est cette définition même qu'il convient de remettre en cause.

Une riposte unitaire a été engagée sur la région de Fontainebleau. Nous ne pouvons taire l'attitude sectaire du PC qui a jeté l'exclusive contre la LCR et refusé de signer le texte du MAS parce qu'il réclamait la suppression de l'Ordre. Cette attitude a mis en difficulté le représentant du PS qui était d'accord avec le texte et avec la signature de la LCR. La LCR s'est retirée pour permettre un texte d'appel unitaire au procès (UL-CGT, UL-CFDT, PC-PS, PSU, Planning, Vie Nouvelle), qui dut diffusé à 10 000 exemplaires.

Correspondant

Toulouse

200 femmes à l'Assemblée générale

Dans la Maison des Femmes du MLF inaugurée samedi 9 octobre, s'est tenue une réunion des groupes femmes de Toulouse. Plus de 200 femmes, qui avaient du mal à trouver une place dans une salle bondée, ont discuté des perspectives du mouvement. Elles ont décidé de faire des collectes et des motions de soutien pour les 41 licenciées de l'usine des « Cartonneries Modernes de Colomiers » depuis le début d'octobre et qui se battent

pour la défense de leur emploi.

D'autre part, elles nous communiquent la lettre ouverte suivante concernant le violeur de Toulouse : François Darolles. Cette lettre ouverte est unitaire : c'est collectivement que les groupes femmes de Toulouse et le MLF l'ont rédigée. Elles l'ont envoyée à tous les journaux de la région ainsi qu'à toutes les organisations ouvrières politiques et syndicales.

Lettre ouverte

François Darolles, le violeur, va passer devant des psychiatres. Reconnu par une de ses 41 victimes, il a été arrêté alors que la police l'avait cherché (?) en vain depuis plus d'un an et demi.

A-t-on déjà vu un patron accusé du viol d'une de ses employées, être condamné ? A Paris Mr Sibon est en liberté alors que le fiancé de la victime violée est en prison pour avoir rossé ce patron si « respectable ».

A-t-on déjà vu des travailleurs immigrés coupables de viol passer devant des psychiatres ? Non, ils sont condamnés sans autre forme de procès, à 20 ans de détention pour viol... (Le Monde, septembre 76).

Les six fascistes qui ont violé et torturé une jeune fille à Toulouse l'an dernier, ont-ils été arrêtés et condamnés ? Non... ils courent toujours.

Violer une femme c'est dans tous les cas, s'approprier, pénétrer son corps sans son consentement. (...)

(...) Si nous affirmons, nous, mouvement des Femmes, que Darolles est un criminel, ce n'est pas pour hurler avec les loups réactionnaires qui réclament plus de répression contre tous les délits (Cf.

les opérations « coup de poing » de Poniatowski). Nous ne pensons pas que de lourdes peines de prison dissuaderont les violeurs en puissance ni ne corrigeront les anciens violeurs. Car le viol n'est que l'expression extrême d'une société fondée sur le mépris de la femme. On parle aujourd'hui de Darolles, parce qu'avec ses 41 viols, il est sorti de la banalité du viol quotidien que subissent beaucoup de femmes et dont ont peur toutes les femmes... en silence. Si nous disons que le viol est un crime, c'est pour que cessent tous les ricanelements odieux sur le viol des femmes...

Nous dénonçons violemment l'article paru dans la Dépêche du Midi du 11 octobre 76 (en dernière page), article non signé et intitulé : « François Darolles, ange ou démon », où il est écrit que F. Darolles est un gentil scout qui a sauvé de la noyade une fillette de six ans, et que certaines victimes de celui-ci « auraient satisfaites de ses services ».

Nous dénonçons cet article comme étant lui-même une incitation au viol, à une agression criminelle contre les femmes.

Groupes femmes de Toulouse MLF de Toulouse

Appel du Collectif parisien du MLAC

Voici à peu près deux ans que la loi Veil sur l'avortement est passée. Qu'en est-il réellement ? Tout le monde reconnaît le scandale de sa non-application. Aujourd'hui, en période de crise économique, de chômage aigu, de restriction budgétaire, que le plan Barre vient encore aggraver, l'ensemble des acquis des travailleurs est encore une fois remis en cause. C'est l'attaque contre la Sécurité sociale, ce sont les 2000 licenciements de l'assistance publique, l'absence de crédit pour les hôpitaux, et à travers cela, une politique de la santé qui ne tient pas compte de la santé des travailleurs.

Plus que jamais, nous, les femmes, sommes très durement touchées. Ce que la bourgeoisie nous a accordé, contrainte et forcée, seules les femmes des catégories sociales les plus favorisées peuvent en bénéficier. Pour les femmes des couches populaires, rien n'a changé. En matière de contraception, l'absence totale d'information sérieuse et adaptée aux besoins de la population fait de l'avortement une réalité toujours présente et dont la solution reste aujourd'hui du domaine individuel et privé. Quand on connaît la forte opposition de l'ordre des médecins par rapport à cette loi, on ne s'étonne pas des difficultés et du désarroi dans lequel se trouvent les femmes qui sont de fait à leur merci.

C'est pourquoi le collectif provisoire parisien du MLAC appelle à une coordination nationale des déléguées des groupes femmes pour la poursuite de la lutte sur l'avortement et la contraception et sa prise en charge par l'ensemble des travailleuses.

C'est pourquoi le collectif provisoire parisien du MLAC convoque une assemblée ordinaire et extraordinaire du MLAC qui devrait établir une plate forme de lutte correspondant aux nécessités de l'heure et définissant une campagne nationale.

Coordination nationale des déléguées des groupes : le 31 octobre 9 h 30, 8 impasse Crozatier, métro Reuilly-Diderot.

Assemblée du MLAC : le 1^{er} novembre, même heure, même lieu.

Crèche assurée, hébergement permanence d'accueil à partir de 18 heures, au 34 rue vieille du Temple, 278 70 38.

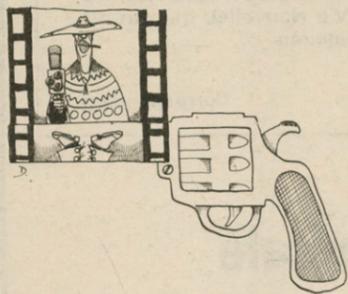
Si le western est le « cinéma américain par excellence » (André Bazin), c'est qu'il a à voir avec l'histoire. Plus directement que la comédie américaine ou le film noir, genres clés du cinéma US mais qui eux tiennent un discours au présent (d'où a contrario l'aspect rétro de tous les remakes). Le western au contraire, s'inscrit dès ses origines comme discours sur un passé. Illustration, glorification, le western classique c'est l'imagerie de l'idéologie dominante, de l'impérialisme sûr de lui. La remise en cause de cette représentation n'a fait que s'accroître depuis une dizaine d'années.

Des films comme *John Mc Cabe*, *Little Big Man*, *Butch Cassidy et le Kid*, utilisent le matériau existant (l'image de marque de l'Ouest) pour tenter de la subvertir par une démarche double : une recherche de réalisme au niveau des décors, des costumes, de la vie quotidienne, et d'autre part la mise à mal du code par la dérision. Il s'agit de se réapproprié le mythe pour y réinsuffler une réalité sociale et ainsi le briser, montrer la réalité des phénomènes sociaux sous l'imagerie. Démarche difficile, car c'est risquer d'en donner une nouvelle illustration de le dépoussiérer. C'est avec des nuances, la limite de ces films qui utilisent les signes de reconnaissance du genre. Un anti-héros est toujours un héros dans la mesure où personnage dérisoire du discours il reste central, cible/masque d'une critique qui évoque en creux l'histoire : dans le western classique ; des héros purs et nobles la faisaient, ici elle se fait sous le regard impuissant des héros désarçonnés.

Little Big Man, le western précédent de Penn c'était précisément cela : la démonstration de la position intenable du héros, déchu du rang d'acteur d'une histoire falsifiée à celui du spectateur laissé sur le bord de l'histoire en train de se faire.

« *Missouri Breaks* »
le dernier film
d'Arthur Penn

LE COLT ET LA CHARRUE



Les images à bout

Penn reprend la même démarche : les référents, l'imagerie du western sont poussés à bout et caricaturés : l'attaque du train, le tireur d'élite, ... Mais toujours quelque chose se dérègle et si dans *LBM* la diligence s'écroulait sous le poids des assaillants, ici le héros n'a rien de bondissant, s'empêtre dans un wagon de moutons, laisse échapper le sac à dollars, ... Les images dominantes sont ridiculisées car inopératoires dans une histoire qui se révèle, le mythe est expulsé par le social.

Le paysan c'est l'avenir

Le moment du film c'est celui du passage du pionnier au fermier. Le sordide, le stable est du côté de la terre, de l'exploitation : le vieux fermier dit qu'il n'y a plus de « frontière », le passé, l'Ouest sauvage est énoncé comme « jeunesse turbulente ». Il s'agit de passer aux choses sérieuses, de mettre en coupe un pays régi par le principe « Law and Order » (La loi et l'ordre). Cette société assoiffée de respectabilité doit donc éliminer ce qui l'a fait : les chasseurs de primes et autres marginaux de la poussée coloniale. La violence se fait exploitation, les rapports se feignent, les survivances gênantes d'un passé à occulter doivent disparaître et si possible s'éliminer l'une l'autre.

Cela se marque dans la mise en scène par la présentation de la violence qui n'est jamais gratuitement spectaculaire, mais aboutissement de rapports bloqués : les protagonistes s'épient et se tuent de loin, « proprement », seul le dernier règlement de compte est en plan rapproché, mais la mort est hors champ, elle devient l'immontable, le refoulé, dernier acte expiatoire d'un représentant de la « sauvagerie » avant sa mutation.

Michel Young

• musique

MAXIME LE FORESTIER AU CIRQUE D'HIVER

Un vrai cirque, les spectateurs sur les gradins, les artistes sur la piste, des rideaux peints sur les balcons. Bougionne inscrit en lettres rutilantes sur l'entrée des artistes. Mais nous sommes venus voir Maxime. Maxime qui chante mais qui parle aussi, qui appelle la salle, lui demande de reprendre en chœur. Un public très mêlé, travailleurs venus avec leur Comité d'entreprise, jeunes, moins jeunes, ceux qui aiment déjà et ceux qui découvrent. Pas un instant d'ennui durant ce spectacle. C'est plus qu'un tour de chant ! C'est un spectacle. Très varié : avec une jongleuse, un vrai Pierrot tout blanc avec lequel Maxime chante la très belle histoire de Pierrot qui redescend sur terre à la recherche de Colombine et ne trouve que des mannequins rigides, un monde froid, inhumain, d'où l'amour est banni.

Beaucoup de chansons sur l'armée, avec la parodie des hymnes nationaux illustrés par les dessins de Cabu. Des légionnaires qui dansent sur l'hymne de Maxime, c'est bon, non ? Et tout de suite après « Hiver 1912 » où l'histoire d'un paysan mort dans la boucherie de 14-18 qui nous rappelle que l'humour est une arme puissante contre l'armée.

Une évidente recherche dans le spectacle, on voit, on entend, quelques fois on ferme les yeux, on hurle au début d'une chanson connue, on écoute les nouvelles, on rit, on bat des mains, on reprend en chœur. Il faut se laisser bercer, investir par la voix puissante et douce de Maxime Le Forestier. Et dire aux autres de se dépêcher : allez vite passer la soirée là-bas.

Caroline Lamia.

Jusqu'au 25 octobre. Cirque d'hiver, 110, rue Amelot. Tous les soirs à 20 h 45 (sauf dimanche). Matinée samedi et dimanche : 16 h 30. Tél : 700.12.25.

DAVID TUDOR AU MUSEE GALLIERA

Imaginez un peu ça : vous vous baladez dans l'appartement de votre grand-père. Du plafond pendent toutes sortes d'objets réels ou irréels, triangles métalliques, bandes de métal, lessiveuses, caisses à savon, raquettes de tennis, baleines de parapluie et j'en passe. Et chacun de ces trucs fait du bruit. Vous approchez l'oreille de la tringle à rideau, elle vous sert du vent dans les arbres. Oyez un instant la machine à coudre et voilà que des petits oiseaux se mettent à chanter.



GONG A L'OLYMPIA

Gong doit en être à sa dixième formation. Seul Didier Malherbe (saxo) peut revendiquer le titre de permanent du groupe.

Après les délicieuses réjouissances du gong de David Allen, après Schamal, qui vit l'apparition en leader du meilleur batteur français : Pierre Moerlin, le groupe s'est trouvé de nouvelles cordes. Elles sont solides : Alan Holdsworth pour la guitare, ex-musicien de Tony Williams et de Soft Machine, et Francis Moze pour la basse qu'on trouvait il y a encore trois mois au côté de Bernard Lavilliers. Autant vous prévenir également qu'il y aura quatre percussionnistes à ce concert.

Pour vous donner une idée de la musique c'est le genre de claquements de batteries qui vous fait sauter en l'air, le sax vous y garde pendant un bon moment, puis la guitare vous dégringole doucement jusqu'au sol où percussions et basses vous accueillent sur une mer de petites bulles qui éclatent doucement. C'est de meilleur effet, je vous l'assure.

A.B.

A l'Olympia à 16 h 00. Dimanche 24 octobre.

Du côté du séchoir à cheveux, c'est une rivière qui coule.

Environnement écologique et électronique, Rainforest dure quatre heures, quatre heures de ballade dans une forêt de science-fiction, vaguement inquiétante.

Malheureusement, Rainforest n'a duré qu'un soir et vous l'avez raté. C'était mercredi dernier, au musée Galliera. Pourquoi diantre vous en parlez-t-on en ce cas ? On ne sait jamais, ça pourrait donner des idées à quelques petits bricoleurs.

Imaginez un peu ça : dans votre salle de bain, la baignoire fait le bruit de la mer, la douche, le bruit de l'orage et le bidet le bruit de la pluie. La musique c'est aussi ce vice qu'ont les choses de produire des bruits qui ne leur appartiennent pas.

Rainforest s'en est allé au paradis de l'électronique. Mais David Tudor reste avec d'autres machines. Samedi et dimanche, il joue au musée Galliera (10 av. Pierre 1^{er} de Serbie, 75016 Paris. Métro Iéna). Deux œuvres non moins électroniques, « Microphone » et « Pulsers » qui promettent pas mal de vibrations. Bonnes ou mauvaises, à vous de juger.

P.F.D

• livres

LA CHRYSALIDE, CHRONIQUES ALGERIENNES

Chrysalide : « nymphe des lépidoptères, entre le stade chenille et le stade papillon : la chrysalide est souvent enfermée dans un cocon de soie » (nouveau petit Larousse — 1970)

Nympe : « dans la mythologie grecque, divinité subalterne et féminine des fleuves, des fontaines des bois, des montagnes. Fig/ Jeune fille belle et bien faite. Entomol/ Chez les insectes à métamorphoses complètes, état intermédiaire entre la larve et l'imago » (idem)

Le Coran, le voile les cérémonies de la naissance, du mariage, de la mort. La non-vie. L'anonymat. L'oppression séculaire des femmes d'Afrique du nord. Plus précisément de l'Algérie. Le cocon de soie. C'est tout cela qu'Aïcha Lemsine décrit, dénonce dans le livre qu'elle vient d'éditer aux Editions des Femmes. En toile de fond, lointaine, la lutte de la libération nationale éclate. On en entend les rumeurs déformées, étouffées par des siècles de traditions et de rites féodaux, agraires, dans le village natal de Khadidja.

Dans le cocon de soie sommeille la chrysalide. La vie industrielle et urbaine se développe après le départ le départ des colonisateurs français. Alger-la-Blanche. La vieille structure familiale commence à se lézarder. Lentement. Sans comprendre. Des jeunes femmes se

révoltent. Les esprits suivent. Difficilement. Le fils de Khadidja revient d'URSS. Le pays du diable. Là où les hommes ont pour dieu... un homme ! Inch Allah !

La chrysalide n'est donc pas devenue imago. Les coutumes disparaissent difficilement. Et malgré le « Progrès » industriel, l'irruption massive de la culture occidentale... dans le village Faïza — la demi-fille de Khadidja — pleure silencieusement chaque semaine sur la tombe de son amant...

Une tentative de description des conditions de vie de la femme musulmane avant et après la révolution algérienne.

P.D

• Editions des Femmes

VIENT DE PARAITRE

William Burroughs : le Métro blanc.

Vingt années de travail du grand écrivain américain, maître de l'underground. Fragment émergé d'une oeuvre en effet très « souterraine ». Editions Seuil/Bourgeois.

Pier Paolo Pasolini : l'Expérience hérétique.

Les écrits sur la politique, la poésie, le cinéma et la vie du cinéaste de « Théorème » et de « Salo ou les 120 journées » de Sodome, assassiné et toujours maudit. Editions Payot.

Raymond Devos : Sens dessus-dessous.

Les meilleurs sketches d'un humoriste qui sait y faire avec le

langage. Stock.

Maud Mannoni : Un lieu pour vivre.

Le témoignage d'une expérience, à mi-chemin entre la psychanalyse et l'anti-psychiatrie. La suite de « Vivre à Bonneuil ». Editions du Seuil.

M.F. Moulin : Machines à dormir.

Le « système » des foyers de travailleurs immigrés (SONACOTRA) mis à nu dans un livre clair et passionné. Maspéro.

Carlos Franqui : Journal de la Révolution cubaine.

Le témoignage d'un de ceux qui vécut ce tournant décisif de l'histoire contemporaine. Seuil.

Paul Noiret : La mémoire ouverte.

Souvenirs et réflexions d'un militant, depuis le PCF jusqu'à Politique-hebdo dont il est l'animateur. Stock.

•cinema

CE SOIR, ON SE PAYE UNE TOILE

La carrière d'une femme de chambre, de Dino Risi, Italie.

Une vie difficile, du même Dino Risi, et de la même Italie.

Un certain jour, d'Ermanno Olmi, italien lui aussi.

L'innocent, de Lucino Visconti, Italie toujours.

1900 (Novecento), de Bernardo Bertolucci, Italie encore.

Barry Lyndon, de Stanley Kubrick, Grande-Bretagne.

Bronco Bullfrog, de B. Platts-Mills, Grande-Bretagne.

Anatomie d'un rapport, de Luc Moullet et Antonietta Piazzorno, France.

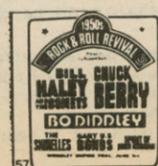
Face à face, d'Ingmar Bergman, Suède.

L'empire des sens, de Nagisa Oshima, Japon.

Ici et ailleurs, de Jean-Luc Godard, France.

Lettre paysanne, de Safi Faye, Sénégal.

La dernière folie, de Mel Brooks, USA.



Nous avons vu cette semaine
Apostrophes sur l'A 2

UNE BELLE BROCHETTE

Le fumet de certains cercles dits « littéraires » est parfois nauséabond. Bernard Pivot avait invité vendredi dernier (15 octobre) à son émission « Apostrophes » quelques écrivains et éditeurs dont Claire Goll — poétesse allemande — et Clara Malraux qui fut la femme de l'André du même nom, pendant 12 ans.

Il y a des haines éternelles. Claire Goll — 85 ans — après une « entrée en scène » très surprenante (« Je maudis ma mère. Elle a étouffé mon enfance et ma jeunesse. C'est la première nazie que j'ai rencontrée. B. Pivot : « Votre mère était pourtant juive, elle est morte dans les camps. » Claire Goll : « Ça m'est égal », « embraye » sur les Malraux. Là ça vole bas. Très bas. On sourit, et on glisse en même temps un jolie peau de banane. L'hypocrisie et le cynisme le plus parfait.

B. Pivot : « Claire Goll, vous dites dans votre livre que vous avez en quelque sorte été l'entremetteuse. Que vous avez permis à André Malraux et à Clara Malraux de se rencontrer ».

Claire Goll : « Oui, c'est cela ».

Clara Malraux : « Pas du tout ! (silence) ça serait plutôt le contraire. Tu as tout fait pour nous séparer. »

On parle d'André Malraux dans des termes très choisis.

Clara Malraux : « elle est très compliquée la pensée d'André. » (sourire), puis après une question de B. Pivot sur les infidélités de Malraux : « (...) un écrivain a le droit d'être mythomane. »

B. Pivot : « (...) et les rapports des deux écrivains. Clara et André Malraux ? » Clara Malraux : « (...) Malraux disait : il vaut mieux être ma femme qu'un écrivain de second ordre. »

Claire Goll intervient, donne son avis sur Malraux. Et raconte une petite anecdote tout-à-fait croustillante.

« Je possédais à une époque quelques titres que je n'avais pas déclarés. (!). J'ignorais qu'il fallait le faire. J'étais très ennuyée des ennuis avec le fisc. Je suis allée voir André qui m'a reçu très gentiment. »

B. Pivot : « Dans son bureau de ministre ? »

Claire Goll : « C'est cela. Je lui ai demandé d'être dispensée de paiement (1 300 000). Il m'a dit qu'il allait écrire une lettre. Que c'était la première fois qu'il le faisait. Il a écrit cette lettre... à Giscard d'Estaing. Tout s'est très bien arrangé. »

B. Pivot : « Que pensez-vous de Giscard d'Estaing ? »

Claire Goll : « Je l'aime beaucoup ». Etc.

Un « Apostrophes » qui a piqué ce soir-là une belle brochette.

P.D.

C'est pas du lux !

Coup d'œil sur la semaine

● **Mardi 26 sur l'A 2.**
20 h 30. Les dossiers de l'écran. **Les coeurs verts**, un film d'Edouard Luntz (1966)
Débat : la jeunesse délinquante.

● **Mercredi 27, sur FR 3 :**
20 h 30. **Correspondant 17**, un film d'Alfred Hitchcock (1940).

● **Judi 28, sur l'A 2.**
20 h 30. Le grand échiquier. Robert Charlebois, la chanson québécoise (Vigneault, Leclerc, etc).

Sur FR 3.
20 h 30. **La toile de l'araignée** (1955), un film de Vincente Minelli.

● **Vendredi 29, sur FR 3**
20 h 30. **Service public** : les municipalités.

CE WEEK-END SUR...



NABUCCO DE VERDI SAMEDI A 20 H 30...

L'« action » se passe-t-elle vraiment à Jérusalem et à Babylone en 587 avant notre ère ? Peu importe ! Car, à l'évidence, ce ne sont pas les péripéties multiples qui surviennent dans la vie de ce pauvre roi de Babylone -Nabuchodonosor : quelle familiarité avec la musique de leur temps, ces italiens ! Qui ont soulevé cette véritable lame de fond enthousiaste, toujours vivante 135 ans après et qui confère à Verdi ce « statut » très spécial et combien enviable d'être un compositeur de musique écrite « classique » mais dont la popularité au sens exact du terme ne se dément pas au fil des décennies. Deux raisons à cela : la première est de « conjoncture » : si, en quelques mois (sans radio et sans disques !) l'Italie toute entière entonne les chœurs « Va, pensiero » (vas penser), c'est que sous le peuple juif, exilé à Babylone, et qui chante la patrie perdue, les patriotes milanais des années 1840, ont reconnu immédiatement le véritable héros de l'opéra : leur propre lutte contre l'opresseur autricien. Dès cet instant Verdi et son « Va, pensiero... » deviennent les symboles même de la Résistance, l'hymne de la patrie réduite à l'esclavage et qui prépare sa libération.

Aussitôt les murs italiens se couvrent de « Viva Verdi » (Vive Victor Emmanuel Roi d'Italie) autre symbole du

nationalisme progressiste d'alors. Verdi va d'ailleurs devenir député et jouer, sans pour autant cesser de composer (La Traviata, Le Trouvère, Rigoletto, Falstaff...) un rôle politique... Là encore un rôle d'exception... ! Deuxième raison qui celle-là explique le maintien du succès dans le temps et non limité à l'« élite » culturelle bourgeoise, c'est le côté direct du langage de Verdi, la caractéristique « naturellement chantant », ultra-expressif de ses mélodies. Dénommé « Père des chœurs » au moment du Risorgimento (Renaissance) du XIX^e, Verdi semble commencer une deuxième carrière en impulsant une renaissance de l'art lyrique d'aujourd'hui (1). Dommage qu'il passe la samedi... à l'heure des « grandes bouffes » !

J.F.G.

(1) Voir compte rendu de la « Traviata » à Aix, mise en scène par Lavelli dans Rouge N° 134 et 142.

SANDRA DE LUCHINO VISCONTI DIMANCHE A 22 H 30

Sandra ne s'appelle pas Sandra mais *Vagues étoilées de l'Ourse* comme d'infimes clartés sur un fond obscur. C'est un film noir, c'est le plus beau film de Visconti.

Visconti a réalisé Sandra en 1965,

entre *Le Guépard* et *Les Damnés*, trois films qui sont la mise en scène de l'histoire à travers la situation d'une famille, trois fois une mise en scène différente. Dans *Le Guépard*, la famille est représentative de l'histoire, dans *Les Damnés* elle est une forme désuète qui ne résiste pas au décapage par le nazisme de ses valeurs.

Dans *Sandra* le rapport est celui de la tragédie, les affrontements et les désirs familiaux mettent l'histoire en scène comme conflit de la mémoire et du refoulement, comme vérité et mensonge.

Le scénario est celui d'Electre : Sandra veut faire revivre son père, sa mère veut refouler ce souvenir, le frère noue avec Sandra une alliance incestueuse. Et le mari de Sandra, étranger à ce conflit se pose en commentateur quasi-muet de la tragédie.

L'art de Visconti dans *Sandra* est un art de l'évocation, on ne retrouve pas la volonté d'analyse historique qu'il y a dans *Le Guépard* et dans *Les Damnés*, mais une mise en place des forces qui se déchirent, les images développent un contraste de noir et de blanc qui est la traduction visuelle de la tragédie, la représentation de l'histoire repose sur un contraste de décors entre Volterra, la plus antique des villes de Toscane, la vieille capitale étrusque, préromaine, et les brèves échappées hors de cet antre de momies. Film de la mémoire et de ses traces, *Sandra est le vrai film de la violence et de la passion.*

M. Corti

télévision

SAMEDI 23 OCTOBRE

TF 1

- 13.00 Journal
- 13.40 Columbo (série)
- 15.40 Avec qui voulez-vous jouer ?
- 14.55 Ma vie est un roman
- 15.10 Jo Gaillard (feuilleton)
- 16.10 Dessin animé
- 16.30 Les musiciens du soir
- 17.05 Daniel Boone (série)
- 18.10 Trente millions d'amis
- 18.40 Magazine auto-moto
- 19.10 Six minutes pour vous défendre
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Eh bien, raconte
- 20.00 Journal
- 20.30 Numéro un
- Sacha distel
- 21.30 Matt Helm (série)
- 22.30 A bout portant
- La comédienne Maria Pacôme
- 23.20 Journal

A 2

- 14.35 Les jeux du stade
- 17.10 C'est pour rire
- 18.00 La course autour du monde
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Chacun chez soi
- 20.00 Journal
- 20.30 Le collectionneur de cerveaux
- Film TV de Michel Subiela. Une fantastique histoire d'automates...
- 22.10 Les gens heureux ont une histoire
- 22.50 Drôle de baraque
- 23.30 Journal

FR 3

- F11.55 Relai de TF 1
- 18.45 Pour la jeunesse
- 19.05 Magazines régionaux
- 19.40 Un homme, un événement
- Le Pr Pierre Galle et ses microscopes électroniques.
- 19.55 Flash journal
- 20.00 Les animaux chez eux
- 20.30 Nabucco (voir « samedi sur FR 3 »)
- 22.45 Journal

DIMANCHE 24 OCTOBRE

TF 1

- 13.00 Journal
- 13.20 Vive le cirque
- 14.00 Les rendez-vous du dimanche
- 15.35 Direct à la une (sports)
- 17.25 Honky-Tonk (film-TV Western)
- 18.45 Les jours heureux (feuilleton)
- 19.15 Les animaux du monde
- 19.45 Journal
- 20.30 Un homme et une femme
- Film de Claude Lelouch (1966). Un des plus pâles navets de l'histoire du cinéma, mais qui réussit, en son temps, à faire illusion.
- 22.10 Un roi à Madrid
- A l'heure où la répression s'intensifie en Espagne, TF 1 choisit de nous présenter la petite famille de ce bon Juan Carlos. Nous choisissons, nous, d'être dans la rue pour l'accueillir.
- 23.00 Journal

A 2

- 13.00 Kim et Cie (série)
- 14.00 Monsieur Cinéma
- 14.55 L'ami public numéro un
- 15.45 Burlesques
- 16.15 Des animaux et des hommes
- 17.10 Résultat sportifs
- 17.15 Chacun chez soi
- 18.05 Super Jaimie (série)
- 19.00 Stade 2
- 20.00 Journal
- 20.30 Récital Mort Shuman
- 21.30 Les ombres disparaissent à midi
- La suite du feuilleton soviétique d'après Ivanov.
- 23.05 Journal

FR 3

- 11.30 Immigrés par nous
- 17.30 Flash journal
- 17.35 Pour les petits
- 17.50 Opération survie baobab
- 18.45 Spécial DOM-TOM
- 19.00 Hexagonal
- 19.55 Spécial sport
- 20.05 La flèche noire (feuilleton)
- 20.30 L'homme en question... est une femme : Edmonde Charles-Roux.
- 21.45 Courts métrages français
- Avec Trente six heures, film très attachant de Philippe Haudiquet sur trois jours de perm d'un appelé.
- 22.15 Journal
- 22.30 Cinéma de minuit : cycle italien
- Sandra, de Luchino Visconti (1965). Voir « dimanche sur FR 3 ».

2746

vente de jeudi sur Paris surface

Une hausse de 100 exemplaires sur la veille et de 60 par rapport à jeudi dernier. Nous ne nous plaignons pas. Remarquons seulement que cette tendance à la hausse de jeudi joue dans les mêmes proportions pour l'ensemble des journaux nationaux.

OBJECTIF 77

SOUSCRIPTION

ANCIEN TOTAL	203 074,50
Diffuseurs SNCF	600,00
Enseignant 13 ^e	100,00
Des enseignants école de Croly	35,00
CR Saint-Cloud	300,00
GTR Rueil	88,00
CR Rueil	36,00
Diffuseurs Rueil	188,50
Marie-Laurence Rueil	30,00
Agfa	100,00
Travailleur technique Rueil	100,00
Une secrétaire symp Suresnes	20,00

Sympathisant Marseille	200,00
Travailleur RATP	10,00
Elève CET	50,00
Comité Rouge Paris 14 ^e	50,00
Cellule Broussais	200,00
Un ingénieur	400,00
Collégien CET Toulon	5,00
Sympathisant Onessant	300,00
Diffuseurs Necker	200,00
Lycées 15 ^e	120,00
Renault ateliers	200,00
Militant de Libération Issy	20,00
Issy	10,00
Sous-Bagneux	180,00
Anonyme Quimperlé	15,00
NOUVEAU TOTAL	206 632,00



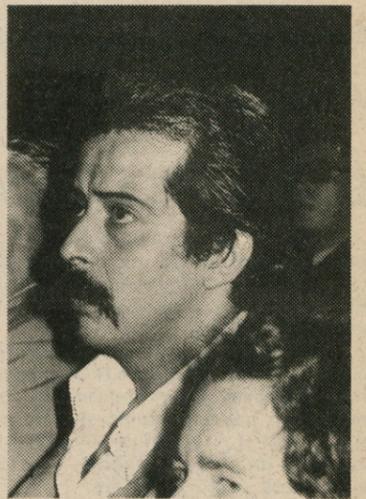
Boukovski est emprisonné en URSS depuis plusieurs années

Boukovski (URSS), Massera (Uruguay), Enriquez (Chili), Lopez Arios (Bolivie), G. Glouzman (URSS), Muller (Tchécoslovaquie)

Jeudi un meeting unitaire a eu lieu à Paris POUR LES SAUVER !

Le mouvement ouvrier était presque au complet à la tribune du meeting, organisé par le comité des mathématiciens, jeudi soir, pour défendre six prisonniers politiques d'Europe de l'Est et d'Amérique Latine. Des orateurs du PCF, du PS, du PSU, de la CFDT, de FO et de la FEN, s'y sont succédés. Événement politique auant qu'acte de solidarité concret, qui a vu pour la première fois un représentant du PCF défendre publiquement des prisonniers politiques soviétiques aux côtés de ceux qu'il traitait hier d'anti-soviétiques.

Si le fait de défendre ensemble des prisonniers de l'Est et de l'Ouest ne manquait pas d'ambiguïté, et aurait pu permettre une utilisation anti-communistes, par des personnalités réactionnaires, la tonalité générale des interventions, la présence massive du mouvement ouvrier, en firent une manifestation clairement affirmée au nom du socialisme.



Enriquez a « disparu » à Buenos Aires, il y a six mois.

« Le coeur de l'accusé bat fortement sur la gauche »

(extrait de « l'expertise psychiatrique » de Grigorenko)

La salle de la Mutualité était bourrée. Beaucoup de jeunes militants, mais aussi de nombreux émigrés des pays de l'Est venus autant pour apporter leur solidarité aux 6 prisonniers défendus, que pour assister à la prestation de Juquin qui, venait s'expliquer pour la première fois, aux côtés de ceux qu'il traitait hier d'anti-soviétiques. Manifestation politique, le meeting était d'abord un acte de solidarité concret pour la libération des 6 prisonniers politiques.

Boukovsky d'abord, présenté par le Dr Descombey et qui, à 36 ans en est à sa treizième année de détention pour avoir dénoncé les hôpitaux psychiatriques spéciaux. Ses longues années de lutte inlassable dans les camps, de grève de la faim, en cachot disciplinaire l'ont laissé irréductible, mais dans un état de santé délabré. Il souffre d'une lésion cardiaque, de rhumatismes chroniques et d'un cancer du duodénum. Jour après jour, on tente lentement et systématiquement de le détruire. Boukovsky s'éteint mais ne plie pas.

Une lettre de Gluzman, psychiatre soviétique, détenue pour avoir fait une contre-expertise sauvage de Grigorenko, était lue à la tribune : « mon crâne est complètement rasé.

J'ai toujours faim, je gèle sur le ciment des cachots. On m'oblige à marcher en rang, à chaque instant on peut me contraindre à me mettre nu, à faire d'innombrables flexions. Je suis un esclave, le premier sadique venu peut me contraindre à n'importe quel travail avilissant.

Ce fut Pelikan élu au CC du Parti tchèque lors de son congrès clandestin, le 22 août 1968, qui présenta le cas de Müller, leader étudiant du printemps de Prague, condamné à 6 ans de détention. Il purge sa quatrième année de prison dans des conditions épouvantables. On lui a même refusé un livre de Lénine : « dans vos mains, même Lénine est subversif ! ».

Plioutch, celui pour lequel, un tel meeting avait été organisé voici juste un an recevait une ovation chaleureuse de la salle. Dans une intervention violente contre le régime stalinien, il rappelait le cas du militant tartare, Djemilev.

Ce fut le représentant d'Amnesty International qui présenta les 3 cas sud-américains. Ce n'était pas l'auteur le mieux désigné pour crier le sort de nos camarades Enriquez du

MIR, dont on est sans nouvelles ; Massera du PC uruguayen qui se consume lui aussi sous la torture ; Lopez Arios militant syndicaliste bolivien, qui s'est peut-être échappé aujourd'hui des camps chiliens.

Défendre dans le même meeting des prisonniers politiques de « démocraties populaires » et de régimes fascistes n'était pas dénué d'ambiguïté. Dénoncer la « conspiration transnationale de l'oppression », comme Amnesty International le fit, pouvait apporter de l'eau au moulin de la bourgeoisie, qui utilise la dénonciation des régimes « totalitaires » dans un but anti-communiste. C'est pourquoi la plupart des orateurs indiquèrent qu'ils ne mettaient pas sur le même plan les régimes fascistes et ceux des pays de l'Est.

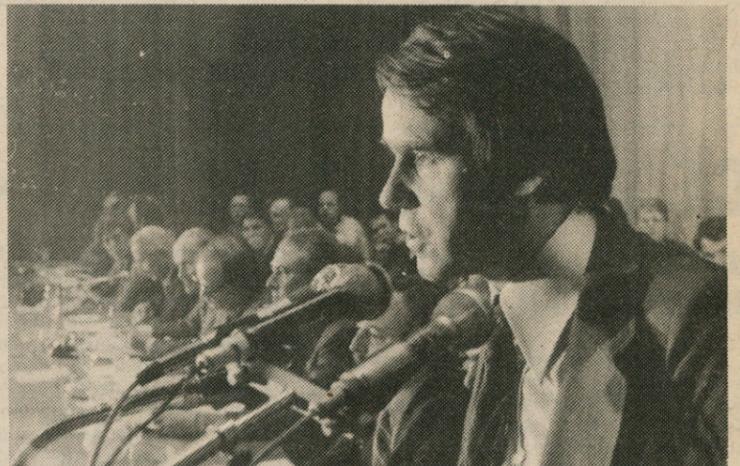
« C'est justement parce que nous croyons au socialisme, que la répression à l'Est est pour nous d'autant plus tragique. Nous n'attaquerons pas le socialisme mais ce qui le déforme » déclarait Pelikan, et citant Kanapa : « Ce qui affaiblit la force d'attraction du socialisme, ce n'est pas par la critique que nous faisons des manquements à la démocratie, c'est leur existence ».

ET LES TRAVAILLEURS POLONAIS ?

Un message de Pologne était lu jeudi soir à la tribune du meeting. Signé par Jacek Kuron et Adam Michnik, il demandait de ne pas oublier la solidarité avec les travailleurs polonais réprimés pour fait de grève. A l'heure où Macierewicz, l'un des 14 membres publics du comité de soutien aux travailleurs, se

trouve dans les prisons de Gierek, le développement d'une campagne de solidarité avec les travailleurs polonais, et les intellectuels qui les soutiennent devient plus que jamais nécessaire.

Qu'attend le PCF pour dénoncer ce « manquement à la démocratie socialiste » ?



Pierre Juquin à la Mutualité

Pierre Juquin au nom du PCF

« Il y a des régimes fondés sur la terreur comme au Chili. Il y en a d'autres où les abus de pouvoir et les violations de droits élémentaires contredisent la nature du régime »

Pendant la prise de parole de Juquin, silence, puis applaudissements, puis injures, puis slogans se succédèrent, montrant la très grande hétérogénéité du public.

Juquin su jouer de cette diversité des réactions de la salle : en se faisant applaudir d'abord pour demander clairement la libération des 6. L'aspect indiscutablement positif de cette prise de position l'emportait. Le front de tous ceux qui étaient prêts à mener une telle campagne s'élargissait grâce à cela, au parti le mieux implanté dans la classe ouvrière française. Le « tournant » était spectaculaire. La défense des prisonniers politiques en URSS et en Amérique latine recevait un apport non pas tant de la direction du PCF mais de plusieurs centaines de milliers de travailleurs communistes qui font confiance à cette direction, et c'est cela qui comptait. Ce premier fait permit à Juquin de se faire entendre jusqu'au bout malgré ses dires, et malgré les interruptions, anticommunistes parfois, antistalinienne les plus souvent.

Le discours de Juquin ne prêtait pas à confusion : pas d'antisoviétisme, ni même de « langage nouveau ». Pas la moindre autocritique. Pas un événement ne fut épargné de 1920 à aujourd'hui, pour mettre en valeur la politique passée du PCF, et pas une occasion d'attaquer directement ou indirectement la social-démocratie française et internationale ne fut négligée. « Il n'y a pas d'ouvriers de la onzième heure en matière de défense des libertés » devait-il conclure en reprochant aux sociaux-démocrates de n'avoir pas plus souvent et plus tôt pris la défense des militants communistes tombés sous la répression.

Cette façon de justifier l'histoire stalinienne du PCF provoquait la colère des participants au meeting : « Budapest, Budapest » criait la salle quand Juquin souligna que le 20^e congrès avait été en URSS « un fait unique sans précédent dans l'histoire du socialisme ».

Lorsqu'il affirma « nous avons la passion de la liberté », quelqu'un cria : « il est temps ». Depuis 1920 où nous avons fait le bon choix. Antifascistes nous sommes et nous serons toujours, antisoviétiques, jamais ! Toute la déclaration était une réaffirmation spectaculaire : jusqu'à mentionner « l'aide irremplaçable » de l'URSS aussi bien à la Chine qu'à l'Angola !

« Il y a des régimes fondés sur la terreur et la répression. C'est le cas de l'Uruguay ou du Chili. Il y en a d'autres où les abus de pouvoir et les violations des droits élémentaires contredisent la nature du régime ». Ainsi sa nouvelle fermeté à propos des droits démocratiques, donne matière pour la direction du PCF à prendre la défense du régime en place en URSS puisque sa nature est seulement « contredite » par ces actes de répression.

Pour notre part, nous ne sommes pas abusés par ce « tournant » du PCF. Nous nous en saisissons pour imposer les conclusions indispensables. Les actes de répression sont indissociables de la nature bureaucratique du régime stalinien en URSS, c'est ce régime qui est en cause et ce qui est posé par la défense des libertés démocratiques en URSS, c'est la question de la restauration de la démocratie ouvrière c'est-à-dire celle d'une nouvelle révolution qui redonne le pouvoir à la classe ouvrière.

Nous le ferons valoir en tant que militants trotskystes héritiers de ceux qui furent chassés et assassinés pour avoir lutté, seuls et plus tôt que tous les autres, contre le stalinisme. Tout en menant la bataille prolongée dans le souci de l'unité la plus large sans exclusive, afin de sauver les victimes actuelles des hôpitaux psychiatriques soviétiques et celles des camps de Pinochet ou de Videla. Pour Boukovsky. Et pour les ouvriers polonais.

G. Filoche

Quand l'ambassade soviétique s'en mêle, elle ment

Le « socialisme du Goulag » était hier sur le banc des accusés. Redoutant les répercussions d'un tel meeting, qu'elle ne pouvait simplement ignorer ou traiter d'anti-communiste, vu la participation du PCF, aux côtés d'autres membres du mouvement ouvrier, l'ambassade soviétique a fait une « mise au point ». Pour être très défensif, le communiqué n'en est pas moins d'une hypocrisie toute stalinienne.

« Boukovski est détenu comme tous les autres, dans les conditions communes prévues par nos normes et nos règlements. (Conformément à la loi, il a régulièrement des rendez-vous avec sa mère et sa sœur). » C'est faux, la mère de Boukovski déclarait le 20 août, après une visite à son fils, n'avoir pas reçu une seule lettre de lui en onze mois. Le jour de la visite, il avait été extrait du mitard, où il était nourri de pain et d'eau pour avoir tenté d'adresser « illégalement » une lettre à sa mère.

« L'aspect de mon fils fait peur. Il est inhumainement maigre. Je n'ai vu de tels visages que sur des photographies de détenus du camp d'Auschwitz. » Après cela l'ambassade ose écrire : « Boukovski ainsi que Gluzman se portent bien et ne formulent aucun grief concernant leur état de santé. » Alors que précisément les deux prisonniers n'ont cessé de purger de longues périodes de mitard pour les incessantes grèves de la faim, en compagnie de leurs camarades de détention, afin d'obtenir le statut de prisonniers politiques et des améliorations de leurs scandaleuses conditions de détention.

Mais le plus gros c'est probablement cet aveu inconscient : « Boukovski, Glouzman et leurs semblables sont en prison non à cause de leurs convictions et de leurs opinions, ne sont pas jugés pour leurs idées, mais pour les actes commis, qui sont punissables par voie de justice. » On a le droit d'avoir des idées mais pas de les exprimer, ni d'agir. C'est probablement pour cela que même si les idées sont politiques, les actes ne le sont pas et que les prisonniers n'ont pas droit au statut politique.